



Evaluation Externe

Programme de prévention de la malnutrition, via un
renforcement de la sécurité alimentaire – Base de
Bossangoa – République Centrafricaine

Eulade Mboneye, Juin 2011

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| Résumé..... | 4 |
| Introduction | 7 |
| I. Contexte de la Sécurité Alimentaire dans la zone d'intervention du programme | 8 |
| II. Le programme de prévention de la malnutrition via un renforcement de la sécurité alimentaire dans la Base de Bossangoa | 9 |
| III. Objectifs de l'évaluation:..... | 10 |
| IV. Démarche et approche méthodologique | 10 |
| V. Evaluation du programme et de ses composantes | 11 |
| 5.1 Genèse et conception de départ du programme | 11 |
| 5.2 Budget du programme..... | 12 |
| 5.3 Zone d'intervention et Choix des bénéficiaires. | 12 |
| 5.4 Relance de la production agricole | 12 |
| 5.5 Redynamisation de la filière agricole | 20 |
| 5.6 Développement d'un système de surveillance pour le suivi des activités et de la situation humanitaire..... | 23 |
| 5.7 Axes transversaux..... | 24 |
| VI. Conclusions | 30 |
| VII. Recommandations | 30 |
| 7.1. Recommandations liées à la conception du projet au regard du nouveau programme en cours « LRRD »..... | 30 |
| 7.2. Recommandations liées à la stratégie et à l'approche d'intervention des actions de la Sécurité alimentaire dans la zone de Bossangoa | 31 |
| 7.3. Recommandations en matière de renforcement des capacités et structuration.... | 33 |
| 7.4. Recommandations liées au partenariat | 34 |
| 7.5. Recommandations liées à la prise en compte et à l'intégration du « genre » | 34 |
| VIII. Annexes | 35 |
| Annexe 1: Classification de l'évaluation du programme selon les critères DAC..... | 36 |
| Annexe 2: Récapitulatif des bonnes pratiques..... | 37 |
| Annexe 3 : Termes de référence de la mission..... | 37 |
| Annexe 4 : Liste des personnes rencontrées | 44 |
| Annexe 5 : Calendrier et déroulement de la mission..... | 44 |
| Annexe 6 : Liste des personnes présentes à la restitution Bossangoa du 26/avril 2011 | 46 |
| Annexe 7 : Synthèse des intrants distribués | 46 |
| Annexe 8 : Synthèse du diagnostic des groupements pour les cultures vivrières | 49 |
| Annexe 9: Cadre logique révisé | 50 |

TABLE DES ILLUSTRATIONS

| | |
|---|----|
| Tableau 1 : <i>Groupements agricoles ciblés pour les actions</i> | 14 |
| Tableau 2 : <i>Synthèse de la situation des ménages vulnérables appuyés</i> | 15 |
| Tableau 3 : <i>Partage des responsabilités entre ACF et les groupements pour la construction d'infrastructures (greniers communautaires et aires de séchage</i> | 22 |
| Tableau 4 : <i>Formations dispensées</i> | 25 |

SIGLES ET ACRONYMES

| | |
|------|---|
| ACDA | Agence Centrafricaine de Développement Agricole |
| AGR | Activité génératrice de Revenus |
| ANDE | Association nationale des éleveurs |
| ACF | Action Contre la Faim |
| CFAR | Centre de Formation Agricole Rurale |
| CRB | Centre Rizicole de Bossangoa |
| CRS | Catholic Relief Services |
| CTV | Conseiller Technique Villageois |
| DAC | Development Assistance Comittee |
| DTE | Délégué Technique Endogène |
| FAO | Food Agriculture Organization: Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. |
| FS | Food security |
| GIE | Groupement d'Intérêt Economique |
| ICRA | Institut Centrafricain de Recherche Agronomique |
| LRRD | Linking Rehabilitation, Reconstruction and Development |
| MDRA | Ministère du Développement rural et de l'Agriculture |
| PDD | Pôle De Développement |
| SA | Sécurité Alimentaire |
| UE | Union Européenne |

Résumé

Le présent rapport présente les principaux résultats de la mission d'évaluation du programme de prévention de la malnutrition, via un renforcement de la sécurité alimentaire dans la zone de Bossangoa. Il porte sur la première phase du programme qui a été mise en œuvre du 10/02/2010 au 08/05/2011 sur fonds propres d'**Action Contre la Faim – France (ACF)**.

La mission d'évaluation conduite sur terrain en République Centrafricaine du 11 avril au 05 mai 2011 a pour objectif spécifique d'évaluer la mise en œuvre du programme selon les critères standards DAC (Development Assistance Committee) et fournir des recommandations opérationnelles et stratégiques pour la continuité des activités sur la zone. L'évaluation a été réalisée selon une démarche participative qui a permis d'impliquer à travers les entretiens, les visites des réalisations sur terrain et les séances de restitution les différents acteurs et les bénéficiaires qui ont été impliqués et concernés directement ou indirectement par les activités du programme.

1. PERTINENCE

Le programme de prévention de la malnutrition via un renforcement de la sécurité alimentaire dans la zone de Bossangoa est une intervention très pertinente visant à améliorer les conditions de sécurité alimentaire d'une zone géographique d'une très grande vulnérabilité des populations en matière de sécurité alimentaire et caractérisée par une pauvreté chronique.

L'approche participative prônée et mise en œuvre par le programme a permis aux groupements agricoles et aux ménages individuels ayant bénéficié des appuis de s'impliquer davantage dans un processus de production vivrière axée sur la diversification agricole, l'organisation et la gestion des campagnes de production agricole en vue de relancer leur système de production agricole.

De par les partenariats mis en place et en particulier celui avec l'ACDA, le programme a permis d'amorcer et relancer la question de l'encadrement des producteurs en milieu rural dans un contexte où les services déconcentrés de l'Etat sont dans une inertie totale suite à l'absence de moyens qui leur permettraient d'assurer le minimum de services et d'appuis aux producteurs.

La multiplicité et l'urgence de nombreux besoins exprimés par les bénéficiaires, qui pour la plupart (groupements) sont issus des programmes d'urgence ou de post urgence (période après le conflit armé de 2003) reflètent toujours un héritage et une logique d'assistanat chez les populations de la zone d'intervention. Dans ce contexte et pour y répondre, le programme s'est fixé des objectifs suffisamment ambitieux et alliant parfois une juxtaposition des résultats relevant du post - urgence à ceux du développement sur un temps de mise en œuvre

très limité. Cela a parfois conduit à apporter des réponses rapides et multiples qui se sont heurtées à la faible capacité d'organisation, de structuration (groupements), à l'individualisme prononcé des populations (autorités traditionnelles) et à la faible réactivité et adaptation à la nouvelle approche du programme pour le partenaire (ACDA).

2. COUVERTURE

La recherche d'un positionnement stratégique d'ACF en matière de sécurité alimentaire sur la zone des deux sous-préfectures de Bossangoa et de Nana-Bakassa a certainement poussé à retenir cette zone pour l'intervention du programme. Ce choix qui est souhaitable, paraît peu réaliste au regard des nombreuses contraintes rencontrées en matière d'organisation des producteurs, d'accessibilité de la zone, des circuits d'approvisionnement en intrants et d'encadrement des producteurs etc. La couverture géographique retenue a conduit au saupoudrage des activités et a souvent diminué leur efficacité et leur efficience. Elle n'a pas permis une concentration d'activités pouvant générer une masse critique pour l'encadrement des producteurs et pour optimiser les impacts attendus.

3. DURABILITE

Le contexte spécifique de la zone d'intervention et celui des populations bénéficiaires tel que décrit ci-haut, aurait conduit à mieux définir les mécanismes adaptés à mettre en place pour s'assurer de la durabilité des actions. Ceci n'a pas été suffisamment développé et défini, probablement du fait que le programme devrait se poursuivre lors des prochaines phases. De la sorte, la durabilité des actions devrait être envisagée et assurée à travers la continuité des actions dans le nouveau programme. A la lumière des principaux résultats retenus dans le nouveau programme LRRD (2011-2012, sur financement Union Européenne), la durabilité de certaines actions déjà réalisées demeure très incertaine. Elle reposera en grande partie des possibilités et des capacités d'adaptation du nouveau programme pour intégrer les mécanismes, les dispositifs, les stratégies de sortie et de pérennisation des acquis (semences, infrastructures etc.).

Par ailleurs, la durabilité des actions pourra être appréciée en fonction des capacités des groupements à respecter leur engagement et du partenaire ACDA à s'engager davantage dans l'accompagnement et dans la poursuite de la réalisation des actions, en particulier celles qui relèvent de ses attributions (aménagement, exploitation des bas – fonds, appui-conseils et formations des producteurs agricoles etc..).

4. IMPACTS

A l'instar des autres interventions à caractère agricole, les impacts réels du programme ne pourront être appréciés que lors des prochaines saisons agricoles en fonction de la capacité des bénéficiaires à pérenniser les acquis.

Le programme aura permis de poser un questionnement sur la problématique de la sécurité alimentaire dans la zone de Bossangoa en impliquant davantage les bénéficiaires dans les processus d'organisation, de gestion des campagnes agricoles et de prise de décision. Certaines activités ont eu un impact immédiat tel que la disponibilité des semences pour la prochaine saison, la consommation d'une partie des produits vivriers, la vente des produits issus de la diversification agricole et la disponibilité des facteurs de production: outillages agricoles distribués.

Les cultures maraîchères ont eu le plus d'impact sur la qualité de l'alimentation des bénéficiaires en particulier les femmes et les enfants et ont permis un apport supplémentaire de revenu monétaire pour les ménages.

Les impacts du programme sont très faibles sur la catégorie des « vrais vulnérables » qui n'ont pas réellement et directement été touchés par les actions du programme.

5. EFFICACITE

L'efficacité globale du projet a été relativement moyenne du fait des objectifs fort ambitieux retenus en terme de couverture géographique, de thématiques abordées, de partenariats engagés, de moyens à mobiliser (en particulier les ressources humaines disponibles) et ce pour une trop courte période de mise en œuvre. Le facteur « temps limité » a conduit à une sorte de « *course contre les délais* » de mise en œuvre et partant de là à une certaine précipitation dans la réalisation des activités compte tenu de leur caractère agricole et surtout de leur saisonnalité.

De même, une analyse ainsi qu'une prise en compte insuffisantes des risques liés à la logique d'intervention (enclavement, insécurité, inexistence des circuits d'approvisionnement, partenariat avec ACDA, engagement des bénéficiaires) ont diminué l'efficacité de la plupart des actions du projet.

6. EFFICIENCE

L'efficacité du projet est grande si on se réfère à l'application des procédures en matière de gestion, de logistique (approvisionnement) dans la mesure où le projet étant financé sur fonds propres d'ACF, l'existence des mécanismes très rodés de gestion en interne a permis de s'adapter rapidement aux contraintes et exigences du projet en particulier au délai relativement court imparti à l'exécution. S'agissant de l'approche de mise en œuvre des activités, l'efficacité a été rendue par certains choix stratégiques qui ont conduit à la dispersion des activités. Cette dernière s'est traduite par exemple par un faible ratio d'encadrement (seulement 10 groupements agricoles ont bénéficié d'un encadrement technique direct et les ménages individuels appuyés n'ont pas eu de suivi technique approprié en dehors des campagnes de distribution d'intrants agricoles). Il en est de même de l'assistance technique qui a été souvent impliquée dans les tâches d'encadrement sur terrain pour parier aux manquements de l'ACDA (absence du Chef de secteur de Bossangoa). Ce type de prestation de l'assistance technique qui était certes justifié s'est fait aux dépens des autres tâches liées aux aspects stratégiques tel que le renforcement des capacités de l'équipe locale d'ACF ainsi que le suivi-évaluation des activités.

Introduction

Le présent rapport d'évaluation présente les principaux constats, les conclusions ainsi que les recommandations formulées par l'évaluateur à l'issue d'une mission d'évaluation effectuée du 11 avril au 03 mai 2011 sur place en République Centrafricaine. Durant la mission, l'évaluateur a conduit plusieurs entretiens avec différents acteurs qui ont été concernés par le programme : Mission d'Action Contre la Faim à Bangui, les partenaires institutionnels et les ONGs.

L'évaluateur a pu conduire durant une quinzaine de jours un travail d'évaluation participative dans la zone d'intervention du programme - zone de Bossangoa où il a pu visiter les réalisations du programme au niveau de la totalité des groupements ayant bénéficié des actions d'appui du programme. Par ailleurs, il a mené des entretiens auprès d'un échantillon représentatif de ménages vulnérables ayant été appuyés par le programme avec la participation des chefs traditionnels, les leaders villageois, les services techniques d'encadrement de l'ACDA. La participation à ces entretiens a été également élargie aux personnes et groupements non bénéficiaires de manière à établir un cadre de référence permettant d'apprécier le degré d'atteinte des objectifs et les impacts du programme.

Parallèlement au travail d'évaluation avec les bénéficiaires, l'évaluateur a rencontré et mené des entretiens avec les autres intervenants ayant pris part dans la mise en œuvre du programme à Bossangoa, en particulier les services déconcentrés au niveau régional du Ministère du Développement Rural et de l'Agriculture, les services en charge de l'encadrement de l'Agence Centrafricaine de Développement Agricole (ACDA), ceux de l'Institut Centrafricain de Recherche Agricole. A la fin de la phase d'évaluation sur terrain à Bossangoa, il a été organisé une séance de présentation des premiers constats à la base ACF de Bossangoa, à laquelle ont pris part les différents intervenants. Cette séance de présentation a été l'occasion d'échanger et d'apporter les observations sur les constats et d'amorcer la formulation des recommandations opérationnelles pour améliorer l'approche d'intervention du nouveau programme (UE/LRRD) en début de réalisation dans la même zone.

L'évaluateur adresse ses remerciements aux équipes d'ACF, Mission de Bangui et à la Base de Bossangoa pour avoir contribué à organiser le travail d'évaluation sur terrain, à faciliter l'accès aux sources d'information tout en participant aux échanges constructifs durant la phase d'évaluation. L'évaluateur remercie également les différents intervenants et partenaires, les bénéficiaires rencontrés qui ont tous accepté de lui consacrer du temps et de partager avec lui les nombreuses informations dans le cadre de leur collaboration avec le programme.

I. Contexte de la Sécurité Alimentaire dans la zone d'intervention du programme

La zone d'intervention du programme couvre les deux sous-préfectures de Bossangoa et de Nana- Bakassa dans la préfecture de l'Ouham. Les deux sous-préfectures comptent respectivement six et une commune et font partie de la région n°3 selon le découpage régional centrafricain. La zone des deux sous-préfectures accuse un déficit notoire de développement humain ainsi qu'une crise alimentaire très chronique qui place les populations dans une très grande vulnérabilité alimentaire et une pauvreté généralisée.

Cette situation est la résultante de plusieurs facteurs concomitants tant structurels que conjoncturels. Les facteurs structurels recouvrent : la chute des cours du coton qui a mis à plat l'économie locale qui en était totalement dépendante en tant que source de revenus et surtout au niveau du système de production agricole qui reposait sur les intrants fournis sur le coton ; l'absence de l'Etat pour remplir ses fonctions régaliennes dans les secteurs clés tel que les infrastructures de communication (routes et pistes rurales), l'éducation, la paralysie des services de l'Etat qui sont complètement dépourvus de moyens de travail pour apporter l'appui nécessaire aux populations, l'absence d'un secteur privé au niveau local et les faibles capacités d'une société civile à peine perceptible. Les facteurs conjoncturels sont liés principalement aux troubles politico-militaires de 2003 qui ont fortement touché la zone en provoquant les déplacements de la population, en détruisant l'ensemble des systèmes et les facteurs de production dont le matériel d'attelage et somme toute les moyens d'existence des communautés locales tout en les plaçant dans les logiques de survie au quotidien sans aucune vision ni perspective de production à moyen terme (alimentation, semences, investissement en matériels d'attelage) d'assistanat et d'individualisme prononcé. De même, les aléas climatiques en particulier les inondations qui ont détruit les récoltes, ont provoqué de grandes pertes de production agricole et ont anéanti les possibilités de reconstitution des stocks de semences pour les saisons d'après.

Ainsi, l'insécurité alimentaire et la très grande vulnérabilité alimentaire des populations de la zone d'intervention du programme résultent de plusieurs facteurs et entre autres :

- ✓ Les techniques culturales traditionnelles et inappropriées qui reposent sur un système de culture sur brûlis, extensive et limité par le manque de semences améliorées, de matériels d'attelage (détruits par les conflits politico-militaires de 2003) et des intrants (engrais, pesticides) provenant jadis de la culture du coton. Ces pratiques agricoles traditionnelles poussent les agriculteurs à cultiver les superficies de plus en plus réduites et sur des champs plus éloignés avec des risques accrus de destruction des cultures par les animaux entraînant des conflits avec les éleveurs et delà limitant les échanges entre les deux communautés.
- ✓ L'absence de circuits d'approvisionnement en intrants agricoles et de commercialisation des produits agricoles (absence d'échanges) suite à l'inexistence d'un

surplus agricole réellement commercéable ou se faisant au détriment des réserves alimentaires constituées au niveau des ménages,

✓ Le manque d'encadrement et d'appui pour l'organisation et la structuration des producteurs (encadrement, appui en moyens de production), la tendance à l'assistanat perpétuant un héritage des programmes d'urgence et l'individualisme très prononcé font que mêmes les groupements existants sont plus une juxtaposition d'intérêts individuels sans réelle vision ni perspectives communes, ou ce sont souvent des structures mises en place par les chefs traditionnels et leaders villageois pour le captage des aides extérieures.

✓ Une population rurale majoritairement analphabète en particulier chez les femmes suite au refus de scolarisation des filles, une tendance généralisée d'explosion des naissances, d'alcoolisme chez les hommes : ce sont des facteurs et phénomènes sociaux qui contribuent à rendre les populations très vulnérables sur le plan alimentaire et du revenu monétaire.

De ces constats, il ressort le fait que l'insécurité alimentaire dans la zone du programme constitue un problème fort complexe et multidimensionnel : social, culturel, institutionnel, organisationnel, technique... si bien que toute solution durable à apporter en matière de sécurité alimentaire devrait relever d'une démarche intégrée et dans une vision à moyen, voire de long terme.

II. Le programme de prévention de la malnutrition via un renforcement de la sécurité alimentaire dans la Base de Bossangoa

Le projet a pour objectif de prévenir la malnutrition en contribuant à la lutte contre la pauvreté alimentaire et monétaire dans le Pôle De Développement (PDD) de Bossangoa, qui couvre les sous-préfectures de Bossangoa et Nana-Bakassa, dans la préfecture de l'Ouham, République Centrafricaine.

L'objectif spécifique de l'intervention vise à accroître et à diversifier les sources de revenus alimentaires et monétaires des populations vulnérables (15 groupements agricoles et 2000 ménages), par le renforcement des capacités locales.

Le projet s'est fixé quatre résultats visant à améliorer la sécurité alimentaire d'une zone très vulnérable à travers la diversification de la production agricole et l'accroissement des revenus monétaires provenant principalement des produits agricoles. Il met principalement l'accent sur l'appui et la fourniture d'intrants agricoles (semences et outillages agricoles), la mise à disposition d'infrastructures à caractère agricole pour le stockage et les opérations post récolte (séchage des produits), le renforcement des capacités des producteurs et le partenariat avec les autres acteurs ainsi que le suivi de la situation agricole et humanitaire de la zone.

Le projet est axé sur une plus grande implication et participation des bénéficiaires (groupements de producteurs, ménages vulnérables, participation des femmes) et des autorités traditionnelles, leaders villageois. Le programme est conçu pour une période de 3 ans et devrait en première année soutenir la production agricole à travers le renforcement des capacités locales et fournir des intrants aux groupement et ménages vulnérables pour une période de 10 mois.

III. Objectifs de l'évaluation:

La présente évaluation a pour objectif global d'évaluer le « Programme de prévention de la malnutrition, via un renforcement de la sécurité alimentaire » mis en œuvre dans la Base de Bossangoa en République Centre Africaine par ACF, au regard des critères standard DAC, comme présenté dans la politique d'évaluations d'ACF-IN. L'évaluation a pour objectif spécifique d'évaluer, selon les critères DAC, le programme mis en œuvre et fournir des recommandations opérationnelles et stratégiques pour la continuité des activités en 2011 dans la zone de Bossangoa (financement UE/LRRD).

Les résultats attendus de cette évaluation sont d'une part de faire des présentations orales des principaux résultats et recommandations de l'évaluation aux niveaux mission et siège et d'autre part de rédiger un rapport de synthèse d'évaluation.

IV. Démarche et approche méthodologique

La démarche adoptée pour la conduite de l'évaluation a été axée sur une approche participative et itérative visant à impliquer et mettre à contribution l'ensemble des parties prenantes et les groupes - cibles du programme. L'évaluation du programme s'est faite principalement en se basant sur les quatre critères mentionnés dans les termes de référence à savoir : Impact, Durabilité, Couverture, Pertinence.

L'analyse des critères d'évaluation retenus a été menée suivant la liste de questions évaluatives suggérées dans les termes de référence qui ont été parfois complétées par celles formulées par l'évaluateur. L'évaluation proprement dite a été conduite selon les quatre phases suivantes :

- Une première phase de revue de la documentation au niveau de la mission à Bangui qui a permis de collecter les documents relatifs à la phase du programme à évaluer. Durant cette étape, l'évaluateur a mené des entretiens avec les principaux départements techniques au niveau de la mission à Bangui en particulier avec l'équipe en charge de la coordination de la sécurité alimentaire. Durant cette étape, une première rencontre fut organisée avec ACDA.
- Une seconde phase de travail sur terrain dans la zone d'intervention du programme à Bossangoa, au cours de la quelle des visites ont été organisées auprès des différentes catégories des bénéficiaires des actions du programme ainsi que la consultation des différents partenaires de l'action. Durant cette phase, différents outils et méthodes ont été utilisés : entretiens, focus groupes, observation directe et participante des réalisations...
A la fin de cette étape, une séance de restitution et d'échanges sur les premiers constats a été tenue à la base ACF de Bossangoa.
- La troisième phase de l'évaluation a concerné la collecte des données complémentaires au niveau de Bangui via les entretiens avec les partenaires et intervenants, la synthèse et l'analyse de l'ensemble des données collectées en vue de dégager les principaux constats, conclusions, formuler des recommandations et rédiger le rapport préliminaire. Cette phase

s'est clôturée par l'organisation d'une séance de restitution au niveau de la mission ACF Bangui qui a permis de présenter et échanger sur les résultats et les recommandations de l'évaluation.

- La quatrième phase a porté sur la présentation du rapport préliminaire d'évaluation à ACF siège à Paris, à recueillir les observations et les incorporer durant la rédaction du rapport.

V. Evaluation du programme et de ses composantes

L'évaluation a porté sur les principales composantes du projet sur lesquels les principaux critères d'évaluation ainsi que les questions évaluatives retenus ont été appliqués. Cette démarche a permis de dégager les constats importants par composante, puis de tirer les conclusions d'ensemble qui s'appliquent sur le programme. Enfin, des recommandations stratégiques et opérationnelles ont été formulées pour la poursuite du programme et des actions d'appui à la sécurité alimentaire dans la zone de Bossangoa.

5.1 Genèse et conception de départ du programme

Dans sa conception de départ, le programme s'est fixé des objectifs suffisamment ambitieux avec une très grande couverture géographique sur deux sous - préfectures et ce malgré une **période de mise en œuvre trop courte**¹. Ainsi, certains résultats paraissaient peu réalistes compte tenu du temps imparti et du contexte spécifique de la zone d'intervention (risque d'insécurité, enclavement, circuits d'approvisionnement, partenariat à mettre en place). Par ailleurs, la logique d'intervention du programme reflète une certaine juxtaposition d'objectifs et de résultats liés à l'urgence avec ceux d'une relance agricole dans une vision de post - urgence et d'autres plus orientés vers le développement agricole à travers la structuration et l'organisation des producteurs qui requièrent un temps plus long de mise en œuvre (moyen, long terme).

Ces éléments ont requis une grande réactivité et une **capacité d'adaptation** et de flexibilité qui a permis de revoir les résultats durant la phase de mise en œuvre (révision du cadre logique avec deux demandes de prolongation). La période de départ prévue pour la mise en œuvre du projet du 01/02/2010 au 31/12/2010 a été prolongée pour se clôturer le 08/05/2011.

Les risques liés à la logique d'intervention n'ont pas toujours été suffisamment analysés pour pouvoir prévoir et développer les stratégies de leur prise en compte durant la mise en œuvre du programme. Dans l'ensemble, les stratégies de durabilité et de pérennisation des actions du projet n'ont pas été mises en place, ce qui aurait permis d'anticiper les mécanismes de sortie à la fin et dans l'éventualité où l'intégralité des actions menées n'allait pas être reconduite dans le cadre du nouveau programme sur financement UE. Enfin, certains indicateurs objectivement vérifiables (IOV) retenus dans le cadre logique n'étaient pas appropriés et ne permettaient pas réellement de mesurer l'atteinte des résultats (exemple des indicateurs correspondant au résultat 4 dans le cadre logique révisé : annexe 7)

¹ La volonté d'une grande couverture géographique durant la première année de mise en œuvre du programme pourrait s'expliquer en grande partie par le besoin d'un positionnement stratégique d'ACF en matière de SA sur cette zone, ce qui conduisait à anticiper dès le départ la possibilité du programme avec l'appui financier de l'UE.

5.2 Budget du programme

Le budget du projet est de 363.800 euros financés sur fonds propres d'ACF. Les coûts du personnel dépassent légèrement 43,6 % du budget total alloué au projet réparti en personnel expatrié et local soit respectivement 29,4 % et 14,2 %. L'investissement direct en actions d'appui à la production : outillage agricole, achat de semences, actions d'appui à la production telle que les infrastructures agricoles, la formation et frais liés à l'encadrement par le partenaire ne représentent que 25,6 % des coûts totaux engagés sur le projet. Les autres coûts importants sont liés aux activités de logistique pour 25,8 % dont principalement les frais de transport comptant pour 21,7 %. Enfin, les coûts de communication représentent 2,9 %.

La FAO a apporté une contribution financière dans le cadre de la facilité alimentaire U.E pour un montant de 11,494 \$, (Onze Mille Quatre Cent Quatre Vint Quatorze dollars des Etats Unis) destinés à l'appui aux producteurs dans le cadre des activités d'entretien et de mise en valeur de bas-fonds pour les cultures vivrières et maraichères. Ce financement a été principalement utilisé pour la fourniture d'intrants : semences vivrières, maraichères et outillage agricole.

5.3 Zone d'intervention et Choix des bénéficiaires.

5.3.1 zone d'intervention

La zone d'intervention a couvert les deux sous-préfectures de Bossangoa et Nana- Bakassa du Pôle De Développement de Bossangoa (PDD). Les deux s/s-préfectures comptent respectivement six et une commune dans le département de l'Ouham.

Les bénéficiaires directs des actions du projet sont d'une part les familles des ménages membres de groupements agricoles retenus comme partenaires du projet et d'autres par les ménages vulnérables identifiés et appuyés au niveau du PDD de Bossangoa. Les actions du projet ont directement concerné environ six mille ménages soit au total plus de trente mille personnes touchées.

5.3.2 Choix des bénéficiaires

Le choix des bénéficiaires des actions du projet s'est fait sur base d'un certain nombre de critères tel que la volonté et l'engagement au travail, la disponibilité du terrain, les possibilités d'accès à un terrain de bas-fonds (pour la culture maraichère), la vulnérabilité des ménages... Le choix définitif des bénéficiaires s'est opéré à l'issue d'un long processus d'identification, de validation des listes avec la participation des autorités traditionnelles (chefs des groupes de villages), de l'ACDA et des bénéficiaires mêmes (pour le choix de 20 membres bénéficiaires par groupement).

5.4 Relance de la production agricole

A travers ce résultat, le projet visait la relance de la production agricole par la fourniture d'intrants agricoles et l'appui technique (encadrement et renforcement des capacités) des producteurs pour les cultures vivrières et maraichères. Ainsi, des semences vivrières et maraichères, et de l'outillage agricole ont été distribués aux ménages vulnérables (2000) et aux groupements agricoles (15). L'outillage, les boutures de manioc et une partie des semences ont été fournis par ACF.

La FAO a apporté un complément en semences et en outillage suivant le protocole d'accord signé avec ACF dans le cadre de la « Facilité alimentaire » de l'Union Européenne.

L'encadrement technique des groupements (formations, appui- conseils, suivi des activités agricoles) est assuré par l'ACDA.

5.4.1 Une réelle pertinence **dans un contexte d'inexistence d'un système viable de production agricole en milieu rural**

La mise à disposition d' intrants agricoles en particulier les semences répond à un besoin réel et urgent pour doter les producteurs de facteurs de production agricoles nécessaires pour la diversification agricole et la relance de leur système de production qui a été fragilisé par de nombreux facteurs concomitants tant structurels (crise du coton, faiblesse de l'encadrement, absence de moyens et ressources mobilisés localement par les structures de l'Etat) que conjoncturels (conflits armés ayant entraîné les déplacements des populations, aléas climatiques et inondations).

Le choix des bénéficiaires a également été pertinent car il a pris en compte les principales typologies de bénéficiaires suivant les objectifs du programme : groupements, ménages individuels (vulnérables), participation des femmes dans les groupements et leur représentativité dans les ménages individuels bénéficiaires. Les besoins en appui aux bénéficiaires ont découlé d'un travail d'identification mené en amont par les équipes d'ACF/ACDA lors de la phase de formulation du programme. Cette phase d'identification a été souvent complétée par des enquêtes rapides conduites avant la mise en œuvre des actions.

Cependant, les appuis apportés par le projet ont été souvent jugés par les bénéficiaires comme étant une émanation voire une décision prise plus ou moins de façon unilatérale par ACF d'autant plus que rarement, il ya eu une formulation de demande d'appui de la part des bénéficiaires.

De même, l'implication des membres des groupements et des autorités traditionnelles dans la phase d'identification et du choix définitif des bénéficiaires directs des appuis a permis une plus grande implication dans les processus décisionnels liés aux activités de production agricole. Les lacunes constatées en la matière sont davantage liées au temps relativement trop court qui était alloué au processus plus qu'à la démarche et à la volonté mêmes d'implication des bénéficiaires.

La contractualisation avec l'ACDA a permis de mobiliser et de mettre à profit l'expérience de l'équipe de terrain d'ACDA pour assurer l'encadrement de proximité des agriculteurs et la gestion des campagnes agricoles durant la phase d'identification des bénéficiaires, de mise en culture, de l'aménagement et l'exploitation des bas fonds. L'octroi des moyens de déplacement aux agents de l'ACDA a permis de faciliter leur mobilité sur terrain et de les rendre de nouveau opérationnels pour le suivi sur terrain des activités de production agricole.

5.4.2. **Une couverture souhaitable mais ne permettant pas d'optimiser les appuis**

La zone d'intervention du projet a couvert deux sous préfectures et a ciblé certains axes en termes de couverture géographique. Cette couverture a également pris en compte simultanément les espaces ruraux et périurbains (appui aux activités de maraîchage pour les groupements de la zone périphérique de Bossangoa Centre qui de par leur proximité, peuvent accéder facilement aux marchés d'écoulement des produits).

Globalement, les objectifs de distribution des semences et d'outillage agricole ont été respectés du point de vue quantitatif et l'équipe en charge de la mise en œuvre du projet a fait

preuve d'une grande capacité d'adaptation aux différentes contraintes rencontrées : disponibilité, retard, avaries des semences...

La campagne sur les cultures maraîchères a bénéficié des leçons acquises sur les vivriers, ce qui a permis d'identifier les bas-fonds et d'apprêter les terrains, de mieux organiser la distribution et le choix des bénéficiaires etc.

L'ACDA a joué son rôle dans l'identification des bénéficiaires, dans l'animation des formations en amont des campagnes agricoles et dans l'expertise technique pour l'aménagement des bas-fonds destinés aux cultures maraîchères.

Tableau 1 : Groupements agricoles ciblés pour les actions

| Village | Nom du groupement | Nombre de membres | (1) Nombre de membres bénéficiaires / vivriers | (2) Nombre membres bènefs maraichag e | (3) Nombre de bènefs maraichag e + vivrier | Nombre femmes membres bénéficiaires |
|-------------|-------------------|-------------------|---|--|---|-------------------------------------|
| Nana centre | Mokéré | 36 | 20 | 26 | 12 | 17 |
| Nana Centre | Ngaibona | 35 | 20 | 14 | 8 | 7 |
| Pembé | Béoko | 65 | 20 | 46 | 20 | 15 |
| Bouansouma | Bouansouma | 20 | 20 | - | - | 3 |
| Zian | Ndoui ere Zock | 33 | 20 | 13 | 4 | 9 |
| Bofango | ENEE | 25 | 20 | 10 | 5 | 7 |
| Damba | Mokéré | 37 | 20 | 17 | 4 | 6 |
| Bozali | Zingo na Kwa | 28 | 20 | 26 | 17 | 17 |
| Bossangoa | CRB | 71 | 20 | 11 | 6 | 4 |
| Bossangoa | Kinnéheirresse | 26 | 20 | 10 | 5 | 15 |
| Bossangoa | Siriri | 25 | - | 20 | NA | 18 |
| Bossangoa | Amis des légumes | 30 | - | 30 | NA | 15 |
| Bossangoa | E Sala Béoko | 40 | - | 28 | NA | 16 |
| Bossangoa | ACABDAP | 30 | - | 28 | NA | 12 |
| TOTAL | | | 200 | 279 | 81 | 161 |

Source : Rapport final narratif, Projet fonds dédiés ACF, Base de Bossangoa, février 2010

○ La couverture géographique retenue a conduit à une grande dispersion et au saupoudrage des activités qui n'ont pas permis de créer une masse critique pouvant générer une concentration géographique suffisante des actions de manière à accroître l'efficacité, l'efficience des activités et pour optimiser leurs impacts. Elle n'a pas suffisamment pris en compte des contraintes réelles d'accessibilité, de moyens limités alloués durant la phase de démarrage du projet (notamment les moyens de déplacement), des conditions de sécurité (procédures ACF pour les déplacement du personnel sur terrain), du faible niveau de structuration des producteurs dans la zone d'intervention retenue en particulier celle des groupements agricoles ainsi que les difficultés éventuelles dans la mise en œuvre des protocoles de partenariat, notamment avec ACDA.

Tous ces facteurs ont entraîné des difficultés d'encadrement et de suivi des activités sur terrain. Ainsi par exemple, le ratio d'encadrement fut relativement trop faible car en moyenne

il n'a été que d'environ 2,5 groupements encadrés par chaque Conseiller Technique Villageois et par saison culturale. Si on tient compte des interventions ponctuelles des équipes d'animation d'ACF pour l'animation et l'encadrement au sein des mêmes groupements, les performances en la matière ont été nettement inférieures par rapport aux résultats escomptés.

Tableau 2 : *Synthèse de la situation des ménages vulnérables appuyés*

| Commune | Point de distribution | Gpts de village concerné | Nb de village | Nb total de ménages prévus | Nb total de ménages finaux | % nb de ménages/total des ménages dans les villages | % femmes/total bénéficiaires |
|--------------|-----------------------|---------------------------|---------------|----------------------------|----------------------------|---|------------------------------|
| Nana Bakassa | Nana Bakassa Centre | <i>Arabe Bolo Wensere</i> | 24 | 238 | 237 | 42,40% | 23,7% |
| | Bofile | Gazouene Bofile | 10 | 162 | 162 | 41,31% | 12,3% |
| | Boali | Boali Zian | 8 | 165 | 165 | 42,29% | 10,9% |
| | Bokongo | Bokongo | 9 | 193 | 192 | 60,59% | 5,2% |
| | Léré | Léré | 8 | 228 | 230 | 45,02% | 19,6% |
| | Bokine | Bokine | 4 | 99 | 99 | 44,85% | 3% |
| | Gazouene | Gazouene | 6 | 178 | 178 | 44,78% | 6,2% |
| | Bongboto | Bongboto | 8 | 86 | 85 | 43,98% | 9,4% |
| Tamkourou | Tamkourou | 4 | 22 | 22 | 45,66% | 4,5% | |
| Koro Mpoko | Oudekotta | Oudakotta | 8 | 194 | 192 | 44,45% | 27,1% |
| | Lenga Kotta | Lenga Kotta | 3 | 63 | 63 | 8,16% | 27% |
| | Ndowkotta | Ndow kotta | 7 | 105 | 105 | 39,91% | 37,5% |
| | Gbakaba | Gbakaba | 8 | 111 | 111 | 45,22% | 31,5% |
| | Kana | Kana | 7 | 53 | 52 | 44,62% | 28,2% |
| | Carrière | Carrière | 5 | 53 | 53 | 40,83% | 34% |
| TOTAL | 16 | 20 | 127 | 2000 | 1 946 | 38,11% | 30,6% |

Source : Rapport final narratif, Projet fonds dédiés ACF, Base de Bossangoa, février 2010

○ La volonté d'une diversification agricole rapide (en une saison culturale et une contre saison) a conduit à la concentration des activités par la mise à disposition à la fois de nombreuses spéculations de manière systématique, homogène et durant deux saisons consécutives. Ceci s'est fait souvent au détriment des pratiques paysannes et des itinéraires techniques pratiqués par les agriculteurs et surtout les groupements : calendrier agricole, charge de travail (main d'œuvre disponible, absence d'attelage), capacités internes et l'organisation propre à chaque groupement etc.... Cela a entraîné une surcharge de travail allant au delà des capacités de certains groupements : un groupement s'est désisté sur la multiplication du manioc, un autre sur le maraîchage, plusieurs bénéficiaires des vivriers au sein des groupements ont finalement renoncé à la pratique du maraîchage pour cause du volume de travail requis par l'activité. Il en de même du réaménagement du dispositif mis en place pour la culture du riz dans les groupements qui a fait que finalement cette culture a dû

se pratiquer de façon groupée et a requis un appui financier d'ACF pour la location de l'attelage.

« En raison des activités qui étaient déjà en cours pour les agriculteurs (mise en culture de parcelles vivrières et de coton) et du temps de travail que requiert une parcelle rizicole, un groupement s'est désisté et 5 groupements ont décidé de préparer moins de 1,5ha pour la riziculture ».²

Bien que les groupements étaient intéressés d'augmenter ou même de reprendre la culture de riz qu'ils avaient abandonné, ils étaient assez réticents par rapport à la charge de travail que cela demandait. Afin de les accompagner dans la relance de cette culture, ACF a contribué financièrement au labour en finançant partiellement la location d'un attelage pour labourer la parcelle rizicole à hauteur de 2/3 du coût de location fixé à 10 000FCFA pour 0,5ha. Les bénéficiaires organisés en groupe ont dû contribuer à hauteur de 1/3 de la location et ont pris en charge les frais de nourriture des journaliers.

« *Les Kits de semences données par ACF sont arrivés en retard et nous avons déjà utilisés nos meilleurs champs pour planter nos semences traditionnelles. Du coup, nous étions obligés de défricher et labourer rapidement pour semer l'arachide en tant que culture d'ouverture du champ, ce que nous ne faisons jamais auparavant. C'est cela qui explique en grande partie les faibles rendements obtenus sur l'arachide », expliquait le président d'un groupement à Bossangoa Centre lors d'un entretien avec l'évaluateur.*

- Le non respect ou le manque de solutions appropriées dans le cadre des itinéraires techniques des cultures. A titre d'exemple, aucune solution n'a été proposée à l'attaque systématique des cultures par les insectes et les autres ravageurs : rongeurs sur l'arachide, les insectes sur le niébé etc. Par ailleurs, le recours à une approche fractionnée des paquets technologiques : techniques culturales avec la vulgarisation des semis en ligne, l'emploi des semences améliorées sans amendement, la multiplication rapide des boutures de manioc sans apport de matière organique ni engrais minéral, n'a pas permis d'accroître significativement la production.
- Le manque d'encadrement n'a pas permis de prendre suffisamment en compte et de valoriser les pratiques et les savoirs traditionnels repris dans les modules de formation : Il s'agit à titre d'exemple de la lutte contre les maladies et ravageurs où les agriculteurs recourent souvent à l'utilisation des feuilles de tabac, des cendres comme alternatives pesticides (insecticides) pour lutter contre les insectes et les autres ravageurs des cultures vivrières.
- Le processus de présélection et de validation du choix définitif des groupements retenus, a été interprété parfois comme une reconnaissance du travail accompli (étant

² Extrait du rapport final narratif – Projet fonds dédiés : Programme de prévention de la malnutrition, via un renforcement de la sécurité alimentaire - Base de Bossangoa du 9 février 2011.

donné les différents critères et les étapes retenues (enquêtes), ce qui impliquait et légitimait un processus de partenariat ressenti davantage par ACF et l'ACDA plutôt que par les groupements, qui par conséquent ne se sentaient pas tellement obligés pour un réel engagement dans le partenariat. Cette perception a été renforcée par le volume et le type d'appuis et sollicitations accordés durant un temps limité à une saison culturelle et la période de contre saison.

○ Le choix des vingt bénéficiaires par groupement s'est fait au détriment de la logique de solidarité des membres et de la dynamique du groupement et bien qu'il ait été effectué par les groupements, il est toujours perçu comme une imposition d'ACF. En effet, lors des entretiens menés dans les focus groupes, il est ressorti que la plupart des groupements repose souvent sur des critères autres que l'accroissement de la productivité et la rentabilité financière des spéculations pratiquées. Il s'agit davantage d'instruments de communication, de canalisation des aides externes et de mobilisation sociale autour des chefs de groupes, chefs de villages et d'autres leaders villageois.

○ Le mode de choix et de distribution des semences pour les ménages vulnérables a conduit à la réinterprétation, au réajustement, à la réorientation et parfois au détournement de l'objectif de l'action :

« *Ce sont les chefs de groupes et de villages qui ont décidé à qui il fallait donner les semences et l'outillage agricole* » rétorquait un participant à la réunion dans le village tout en évoquant les noms des personnes pauvres dans le village et qui sont en même de travailler mais qui n'ont pas bénéficié d'intrants agricoles.

« *On m'a envoyé les semences alors que je ne les avais pas demandées et je n'allais pas tout de même les refuser, parce que je suis simplement Pasteur de l'Eglise. Moi-même je fais l'agriculture mais effectivement je reconnais que sur base des critères de vulnérabilité, je n'aurai pas dû en bénéficier* ».

« *Nous avons donné des semences à quelques ménages vulnérables dans les villages et le lendemain, ils avaient tout vendu au marché, ce qui nous a conduit à décider de les accorder aux gens qui travaillent et qui peuvent valoriser cet appui. Par exemple moi-même en tant que chef de groupement, j'ai gardé à la récolte 60 épis de maïs pour les semences mais je ne pourrai jamais seul tout planter. Si quelqu'un est dans le besoin des semences de maïs, je lui en donnerai volontiers* », propos d'un chef de groupe de villages lors d'un focus groupe avec les ménages vulnérables bénéficiaires des semences.

« *L'année dernière, j'ai gagné un revenu net de 292.000 FCFA de la culture du coton et effectivement j'aurai pu m'acheter moi-même les semences sans devoir recourir à l'appui d'ACF qui était effectivement destiné aux personnes pauvres dans le village* », répondait un participant à la question de l'évaluateur lui demandant s'il avait fait du coton durant la campagne 2009-2010 et pourquoi il avait sollicité et bénéficié des intrants agricoles ACF.

- La valeur ajoutée de l'appui technique, de l'accompagnement des groupements et du suivi global des activités agricoles sur terrain par ACDA est à peine perceptible. En effet, le travail de terrain des CTV a été centré sur la formation et le transfert des tâches d'encadrement et de suivi des activités dans les groupements aux délégués techniques endogènes. De ce fait, le rôle et la capacité de ces derniers à s'impliquer bénévolement³ dans la réalisation de ces tâches ont été trop surestimés et ceci a conduit tout simplement au délaissement des activités prévues (exemple de la pose et de la collecte des données sur les carrés de rendements sur les cultures vivrières dans les champs des membres des groupements ayant bénéficié des semences). Une Planification réaliste ainsi qu'une clarification et un consentement préalable sur les tâches à mener par les DTE aurait permis un meilleur suivi des activités. A l'exception des travaux d'aménagement des bas –fonds qui ont mobilisé les compétences techniques du CTV en charge des aménagements hydro-agricoles, les autres techniques agricoles élémentaires telle que le compostage, la mise en place des plates bandes pour le jardinage, le paillage pour économiser l'eau d'arrosage, la mise en pépinière, le repiquage, les techniques d'entretien telle que le binage ne sont pas toujours maîtrisées et appliquées par les bénéficiaires. Les formations agricoles ont été souvent réalisées en salles et non pas été suffisamment mises en pratique et bien maîtrisées dans les jardins de maraîchage suite à l'insuffisance de suivi et d'accompagnement technique. Les opportunités disponibles ne sont pas exploitées : le fumier et le compost des animaux domestiques en particulier celui des chèvres n'est pas rentabilisé sur les activités de maraîchage.
- La mauvaise qualité du matériel d'arrosage (arrosoirs) a entravé la bonne marche des activités dans certains groupements.

5.4.3. Une durabilité et une pérennisation très incertaines

Les stratégies de sortie et les mécanismes de durabilité et de pérennisation des actions entreprises par le projet n'ont pas été clairement identifiés. Cela pourrait se concevoir dans la mesure où la continuité des actions du projet devrait être assurée à travers le nouveau programme. Or, force est de constater que la continuité des actions menées par le projet avec le nouveau programme LRRD est souvent non explicitée et n'est pas toujours évidente.

- Les informations sur la production de la saison écoulée, sur les stocks de semences reconstituées et la redistribution au sein des groupements ne sont pas disponibles (faute d'un véritable suivi post- récolte). La disponibilité actuelle de semences produites au niveau des ménages dits « vulnérables » n'est pas connue (malgré l'enquête menée sur un échantillon de 300 ménages).

³ Les DTE accomplissent certaines tâches dans l'intérêt du groupement, En fonction du volume de leur travail, il reviendrait logiquement au groupement de mettre en place un système de motivation et de compensation des DTE qui consisterait par exemple à leur céder une certaine quantité de la récolte (qui serait à déterminer par consensus des membres du groupement). Les modalités de compensation du travail des DTE devraient être discutées au sein des groupements dans le cadre du nouveau programme LRRD.

- L'intervention du nouveau programme (LRRD) sur le volet semencier n'est pas clairement identifiée (appui technique, formations...) et les **stratégies de sortie**⁴ qui étaient prévues : dotation en fonds de roulement aux groupements, n'ont simplement pas été mises en place. En effet, comme expliqué dans la première demande d'extension du programme, cette modification a été décidée en considérant le faible niveau de structuration des groupements et leur faible capacité à gérer les fonds de roulement au regard de l'accompagnement organisationnel et au suivi qu'ACF pouvait proposer.
- Le réapprovisionnement en semences potagères et leur disponibilité pour la prochaine saison dans les groupements ayant pratiqué le maraîchage sont des questions posées pour lesquelles les perspectives de pérennisation n'ont pas été envisagées.
- L'appui financier consenti par ACF pour la location de l'attelage pour la culture du riz sera difficilement mobilisable par les groupements lors des prochaines saisons culturales et le fonds qui avait être prévu pour accroître les capacités des groupements pour l'acquisition d'attelages (sur base de l'approche « Travail pour argent ») n'a pas été utilisé.

5.4.4. Des impacts réels à consolider

- Le projet a contribué à poser la problématique de la disponibilité des semences des cultures vivrières : circuits d'approvisionnement, gestion des semences au sein des acteurs de la sécurité alimentaire (FAO, ACDA, ONG), des groupements et des ménages individuels au regard de diversification agricole dans la zone des deux sous préfectures. Les quantités de semences collectées, achetées localement et fournies aux producteurs ont contribué à créer une demande auprès des acteurs locaux de la filière semencière (anciens groupements multiplicateurs partenaires d'ICRA, les paysans multiplicateurs, les commerçants locaux) qui vont s'impliquer et relancer le circuit d'approvisionnement des semences dans la zone.
- Le projet a permis une grande implication des groupements et des ménages vulnérables bénéficiaires dans le processus d'identification, d'organisation et de gestion des campagnes agricoles en collaboration avec les services techniques d'encadrement. Cette mobilisation autour d'enjeux de la production agricole a concerné même les groupements et les ménages n'ayant pas directement bénéficié des appuis, dans le sens où ils ont exprimé la volonté d'être impliqués dans le processus : recherche d'information sur les critères de choix des bénéficiaires, adhésion aux groupements bénéficiaires, participation aux réunions etc....
- Les cultures maraîchères ont eu un impact significatif sur l'amélioration de l'alimentation des ménages ayant fait le jardinage et en particulier sur les femmes qui lors des entretiens ont relaté le fait de préparer régulièrement les légumes : salades, concombres, amarantes etc..... Les cultures maraîchères ont également contribué à apporter un revenu monétaire tiré de la vente d'une partie de la production sur les marchés dans les villages avoisinants.
- La diversification agricole préconisée par le projet a permis aux bénéficiaires d'accéder aux spéculations leur permettant d'améliorer leur alimentation, de diversifier et d'accroître leurs revenus monétaires par la vente d'une partie de la récolte des produits agricoles (arachide) autres que le coton et le manioc.

⁴ Voir recommandations formulées à ce sujet dans le cadre des « recommandations liées à la stratégie et à l'approche des actions de la sécurité alimentaire dans la zone de Bossangoa (au point 7.2, page 33)

- Par ailleurs, les entretiens menés et les observations directes effectuées au sein des groupements et des ménages individuels ont montré que les bénéficiaires (groupements, ménages individuels) avaient pu constituer des réserves de semences pour la prochaine saison culturale pour la plupart des cultures à l'exception du mil et du niébé.
- L'impact de ce volet aura été relativement très faible pour les « véritables ménages vulnérables », car ils ont été en grande partie exclus du système de distribution.
- L'impact de ce volet sera réellement mesuré durant les prochaines saisons culturales en fonction des superficies emblavées et suivant le type d'organisation mise en place par les groupements pour la redistribution des semences.

5.5 Redynamisation de la filière agricole

Cette composante a visé la création d'unités de stockage (greniers communautaires) et de transformation (aires de séchage) pour mieux conserver la production et partant pour en accroître et en prolonger la capacité de consommation et de commercialisation. La mise en place de ces infrastructures était pré - conditionnée à la participation des bénéficiaires aux séances de formation et aux activités vivrières réalisées à travers la relance de la production agricole.

5.5.1. Une grande pertinence du volet « infrastructures », néanmoins compromise par une réalisation prématurée.

Les magasins de stockage répondent à un besoin réel ressenti par les groupements pour accéder à un espace sécurisé (protection contre les incendies, contre les pertes de stockage dues aux mauvaises conditions d'entreposage dans les cases familiales, la mauvaise gestion des récoltes...). Ils permettent de garder la production du groupement dans un endroit neutre, sécurisé et somme toute approprié pour assurer et garantir la qualité et la transparence des produits stockés. La construction des aires de séchage et l'amélioration des traitements post récolte (rouissage, séchage du manioc) permettront de résoudre un problème de santé humaine, de salubrité des aliments et d'alléger la charge de travail des femmes.

Dans le contexte spécifique de la zone d'intervention du projet, le lien existant entre le fait de disposer d'un magasin de stockage et la capacité du groupement à accroître significativement la production ne peut pas être déduit ni de la genèse, ni de l'historique des activités de ces groupements et non plus de leur dynamique de production agricole⁵. L'effet levier et d'entraînement de ces infrastructures sur l'accroissement des quantités de production a été surestimé et n'a pas tenu compte des expériences antérieures en matière de production et de stockage des produits agricoles en commun au sein des groupements. En effet, le diagnostic d'activités mené sur base des focus groupe au sein de l'ensemble des groupements appuyés, a montré que de par le passé, les quantités stockées en commun étaient très insignifiantes pour justifier du moins à court terme (sur une ou deux saisons culturales) la nécessité d'avoir un magasin. La capacité de gestion des infrastructures une fois cédées aux groupements n'a pas été suffisamment analysée et les mesures d'accompagnement nécessaires formations (à

⁵ Le diagnostic conduit par l'évaluateur au sein des différents groupements visités a démontré les très faibles niveaux de production qui ont été atteints par les groupements. En outre, aucun groupement n'a pu démontrer de par le passé la mobilisation d'un surplus de production qui aurait pu justifier un besoin urgent de disposer d'un grenier communautaire pour le stockage.

l'exception de la formation sur la gestion dispensée dans les groupements par l'ONG locale, Echelle), animations pour permettre aux groupements d'en assurer la gestion et l'appropriation auraient pu être davantage accentués.

S'agissant des aires de séchage, leur grande pertinence aurait pu être envisagée en prenant en compte davantage les logiques et les pratiques des communautés locales en la matière. Les mesures d'accompagnement pour la sensibilisation, la formation et la démonstration du séchage à l'endroit des communautés et des membres du groupement auraient pu renforcer la pertinence et l'acceptation du changement et des aspects positifs du nouveau mode de séchage préconisé

5.5.2. Couverture et efficacité dans la mise en œuvre

Au total, il a été construit 8 aires de séchages et 8 greniers améliorés. La réalisation de ces infrastructures a requis la participation et l'implication des groupements dans la construction : démarches administratives, fourniture de matériaux (voir tableau n°3).

- Compte tenu du degré actuel de structuration des groupements, des surplus stockables dégagés, la construction des magasins de stockage paraît très prématurée.
- Les normes techniques de construction en particulier pour l'aération ont été respectées pour le modèle de magasins en bois du type sur pilotis suspendus et moins sur les magasins en briques cuites pour lesquels le dispositif d'aération est insuffisant.
- La plupart des aires de séchage présente de nombreuses fissures résultant du mauvais mélange de matériaux de construction (teneur insuffisante en ciment).
- Malgré la signature des protocoles, les groupements bénéficiaires ignorent totalement le coût des infrastructures mises à leur disposition.
- Malgré les engagements pris par les groupements, des problèmes de légalité juridique pourraient se poser (en cas de problèmes, incidents) pour les groupements ayant bénéficié d'infrastructures avant d'avoir obtenu leurs agréments.

5.5.3. Une durabilité et une pérennisation plus que mitigées

Malgré une volonté et une réelle implication des groupements dans la réalisation d'infrastructures, le degré de leur appropriation est jusque là très faible. En effet, lors de l'évaluation, il est ressorti le fait que les groupements n'étaient pas suffisamment préparés pour gérer ces infrastructures. Seulement quelques membres influents dans les groupements avaient une idée sur comment les rentabiliser. Le taux d'occupation est très faible, ce qui se conçoit dans la mesure où les villages sont en période de soudure. Le problème en est que dans les rares cas où les produits sont entreposés, les normes d'entreposage ne sont pas respectés et l'absence de traitement post-récolte a entraîné de grandes pertes des produits stockés (attaques par les insectes et les rongeurs).

Par ailleurs, aucune infrastructure n'a jusque là été entièrement protégée par la mise en place d'une clôture⁶ telle que prévue dans le protocole (voir ci-dessous tableau 3). Il a été également constaté que dans certains groupements, les aires de séchage servaient déjà d'aires de repos pour les chèvres et les cochons.

⁶ L'aménagement préalable d'une clôture avant la réalisation de l'infrastructure permettrait de voir le degré d'engagement du groupement bénéficiaire pour une bonne gestion et plus grande pérennisation.

Tableau 3 : Partage des responsabilités entre ACF et les groupements pour la construction d'infrastructures (greniers communautaires et aires de séchage)

| Responsabilité | Groupement | ACF | Remarques |
|---|------------|-----|---|
| Choix de terrains | X | | En lien avec le département technique d'ACF |
| Démarches administratives pour l'acquisition des terrains | X | | Acquisition validée par la mairie de la commune |
| Préparation des terrains | X | | Défrichage Nivellement du terrain Collecte de moellons pour les fondations |
| Construction | | X | Achat de tous les matériaux par ACF Prestation de service pour les constructions |
| Collecte d'eau pour les constructions | X | | |
| Clôture de l'aire de séchage | X | | |

Source: Rapport final narratif, Projet fonds dédiés ACF, Base de Bossangoa, février 2010

5.5.4. Impacts

Les infrastructures réalisées ont eu impact sur la redynamisation et la mobilisation des membres des groupements autour d'enjeux communs et ont permis la réalisation d'une vision et en quelque sorte d'un certain rêve porté par le groupement. La dynamique apportée par l'acquisition de ces infrastructures a réactivé la vie associative au niveau des villages qui se traduit par l'adhésion de nouveaux membres et la volonté de création de nouveaux groupements.

S'agissant des impacts sur la redynamisation de la production agricole, ils ne pourront être mesurés que lors des prochaines saisons culturales en fonction des volumes produits, stockés, commercialisés et surtout sur leurs retombées sur la sécurité alimentaire des ménages membres du groupement.

5.6 Développement d'un système de surveillance pour le suivi des activités et de la situation humanitaire

5.6.1. Une pertinence certaine mais mal appréhendée par les acteurs

La disponibilité d'informations fiables et les données de base telle que les statistiques de production (superficies emblavées, superficies récoltées, rendements des principales cultures, évolution des prix sur les marchés...) est un besoin réellement ressenti par les différents intervenants de la sécurité alimentaire dans la zone d'intervention du programme. Les services de l'Etat qui se sont toujours occupés de cette tâche, sont actuellement dépourvus de moyens et de ressources matériels et humains pour pouvoir le faire.

Pour le secteur ACDA Bossangoa, l'appui et la consolidation des acquis sur la collecte des données à caractère agricole auraient pu être prioritaires étant donné qu'il s'était déjà positionné au début du projet uniquement sur le suivi de la situation agricole. Dès lors, ACDA n'a pas voulu et n'a pas souhaité s'impliquer dans le suivi de la situation humanitaire. Partant, les outils de surveillance du programme axés sur le suivi d'indicateurs de la situation humanitaire qui certes pouvaient intéresser ACDA (qui par ailleurs n'a pas toute l'expertise requise dans ce domaine) n'ont pas été utilisés. De même, cette situation qui s'est rajoutée à d'autres facteurs tels que les autres sollicitations des CTV dans d'autres tâches (autres partenariats), le manque d'encadrement par le chef de secteur, ont fait que les outils élaborés n'ont pas été utilisés sur terrain par ACDA pour collecter les données relatives à la campagne agricole.

Ceci a entraîné le manque d'informations relatives au déroulement de la campagne agricole écoulée, lesquelles étaient très attendues au niveau de la Direction régionale du développement et de l'agriculture en charge de la coordination des activités agricoles à l'échelle régionale et même au niveau du projet pour l'évaluation d'impacts.

Plusieurs suivis ont été réalisés par les équipes ACF à travers des enquêtes organisées tout au long du projet, lesquels ont permis la révision et la réorientation de certains besoins en sécurité alimentaire sur la zone et à la formulation et au financement d'un nouveau projet en Sécurité Alimentaire sur deux ans sur financement U.E.

5.6.2 Une capitalisation insuffisante des leçons et expériences de la première phase et moindres perspectives de prise en compte de ce volet dans le cadre du nouveau projet « LRRD ».

Le nouveau projet met l'accent sur l'appui aux filières à travers l'organisation des circuits de production, de diffusion d'intrants et de commercialisation. Il sera très difficile de mettre en place une approche « filière » sans avoir les données fiables pouvant renseigner sur les situations de référence ainsi que sur l'évolution d'indicateurs de production et d'impacts.

D'ailleurs, le manque de ces données de base est très perceptible au niveau du cadre logique du nouveau projet au vu de l'inadéquation dans la formulation des indicateurs retenus⁷ : voir indicateurs dans le cadre logique du projet LRRD du résultat 5 par exemple.

⁷ En principe, un indicateur doit répondre aux critères de quantité, qualité, lieu et temps

5.7 Axes transversaux

5.7.1 Renforcement des capacités

Le renforcement des capacités vise améliorer les compétences et les savoirs faire techniques des bénéficiaires et des équipes d'encadrement pour viser une plus grande efficacité de l'intervention. La diversification agricole axée sur la relance des productions vivrières suppose l'acquisition de nouvelles et différentes connaissances et pratiques à travers des actions de formation et de renforcement des capacités pour tous les acteurs impliqués à tous les niveaux.

➤ *Une faible couverture car il n'y a pas eu identification ni priorisation des besoins :*

Les principaux thèmes de formation dispensés ont principalement porté sur les techniques culturales, le maraîchage, l'aménagement des bas fonds (formation des formateurs), la gestion des groupements (formation des formateurs) et la gestion associative (dispensée par l'ONG locale Echelle).

- L'absence d'une analyse approfondie des besoins en formation n'a pas permis de développer un plan de formation adapté à l'ensemble des acteurs et des bénéficiaires du programme.
- Les formations dispensées au niveau des producteurs sont de type académique : contenu trop lourd et pas toujours adapté aux besoins d'un public adulte et majoritairement analphabète (supports pédagogiques ne sont pas toujours traduits en Sango et autres dialectes locaux : exception pour le module de formation dispensée par Echelle).
- Les formations sont souvent théoriques et sont organisées en salle alors qu'elles devraient privilégier le côté pratique sur les exploitations agricoles.
- Insuffisance d'échanges entre groupements : par exemple en organisant régulièrement des visites pour les nouveaux groupements maraîchers pour leur permettre de voir les réalisations dans le groupement « Amis des légumes » de Bossangoa Centre.
- Les « ménages vulnérables » n'ont bénéficié d'aucun accompagnement technique ni d'autres types de suivi alors que logiquement ce sont eux qui avaient le plus besoin de conseils et d'encadrement.
- Alors qu'elles sont au cœur des travaux champêtres, les femmes sont largement exclues des actions de formations en matière agricole (même pour le maraîchage) du fait des critères d'accès à ces formations (savoir lire et écrire). A noter la présence de quelques DTE⁸ femmes dans certains groupements : Siriri, Kinnéheïresse, Essara Beoko.

➤ *Une durabilité conditionnée par la poursuite du partenariat.*

- La grande partie des modules de formation a été assurée en interne par ACF et ACDA. Seule la formation en « gestion organisationnelle » a été confiée à l'ONG locale « Echelle », spécialisée dans la vulgarisation auprès des organisations paysannes. Le travail d'encadrement fourni par les CTV a été arrêté aussitôt que le projet était clôturé (le carburant et les primes compensatoires n'étant plus fournis par ACF).

⁸ Délégués Techniques Endogènes

- Les DTE constituent des relais permanents qui pourraient jouer un rôle primordial dans la transmission de certaines techniques apprises à condition qu'un minimum d'encadrement continue de leur être fourni par l'ACDA.
- Le faible niveau de travail fourni par l'ACDA du fait de l'absence d'encadrement des CTV par un chef de secteur ainsi que la surcharge globale d'activités occasionnée pour l'équipe d'ACF n'ont pas permis l'investissement nécessaire pour le renforcement des capacités des groupements pour une réelle appropriation des actions de formation.
- Les mécanismes de sortie à la fin du programme pour la prise en charge des actions de formation et d'appui technique n'ont pas été clairement précisés dans le protocole de partenariat avec l'ACDA.

➤ *Impacts des actions de formation*

L'impact direct des actions de formation n'a pas pu être mesuré suite au manque d'indicateurs clairs pour le suivi et l'évaluation d'impacts des actions de formation : taux de réalisation, taux de pénétration etc. Les suivis post-formation n'ont pas été organisés comme par exemple sur la formation réalisée par Echelle sur la « gestion associative ».

Tableau 4 : *Formations dispensées*

| Type de formation | Bénéficiaires | Formateur | Période |
|---|---|-------------------|---|
| Pratiques culturelles : de la préparation du sol au semis | Délégués techniques endogènes | ACDA Bossangoa | Juin 2010 |
| Pratiques culturelles : Entretien des cultures et techniques de récolte et de post récoltes pour les cultures vivrières | DTE | ACF Bossangoa | Septembre 2010 |
| Formation aux pratiques culturelles : cultures maraîchères | | ACF / Bossangoa | Novembre 2010 |
| Formation des formateurs en aménagement des bas fonds | Chef de secteur et l'agent chargé du génie rural ACDA | FAO | - |
| Formation des formateurs en gestion des groupements | Chef de secteur ACDA et un agent technique ACF | FAO | - |
| « Techniques maraîchères » | 12 Délégués techniques endogènes 8 DT & 3 auditeurs libres | ACDA/ACF | Du 09 au 10/12/2010 et du 24-25/10/2010 |
| « Entretien des cultures, post-récolte et conservation des produits » | Délégués techniques endogènes, animateurs ACF | ACDA/ACF | Octobre 2010 |
| Gestion associative | Membres des groupements | ONG Echelle | 7 au 18 Décembre et du 9 au 23 Février |

5.7.2 Partenariats engagés

➤ *Partenariat entre ACF et FAO*

Le partenariat entre ACF et la FAO a permis une meilleure visibilité du programme mis en œuvre par ACF et a mis à contribution l'expertise technique de la FAO pour le renforcement des capacités du partenaire(ACDA).

Ce partenariat a néanmoins connu quelques lacunes liées au :

- Retard dans l'approvisionnement des semences et à quelques pertes enregistrées dans les semences distribuées (arachide décortiquée).
- Difficultés d'aboutir à un partenariat impliquant directement les trois intervenants⁹ (FAO, ACF, ACDA) lequel aurait permis une plus grande complémentarité et synergie des actions par rapport aux partenariats FAO/ ACDA d'une part et ACF/ FAO d'autre part.

➤ *Partenariat ACF et ACDA*

Le positionnement stratégique et l'implication de l'ACDA dans l'accompagnement technique des groupements est dans sa conception très pertinente. Ce partenariat avait pour objectif de départ d'appuyer ACDA en moyens de travail et partant de redynamiser les services d'encadrement de proximité. La mise en œuvre de ce partenariat a néanmoins posé des problèmes liés surtout à l'insuffisance d'analyse des risques tels que l'instabilité et les capacités techniques sur terrain à même de prendre en charge les activités d'appui aux groupements en respectant la philosophie et l'approche d'appui retenues par le programme. En effet, malgré l'intérêt et une certaine volonté manifestes d'implication des services de l'ACDA sur terrain en particulier les CTV, l'efficacité de l'accompagnement a souffert du manque d'appui des CTV par les instances techniques hiérarchiques (notamment le chef de secteur) et aux faibles capacités d'adaptation des CTV à une approche d'encadrement non descendante (top-down), fondée davantage sur une dynamique associative et participative.

Le partenariat ACF et ACDA a permis de :

- Mettre à contribution la connaissance du terrain de l'ACDA et de son expertise technique dans les domaines de la production agricole pour une pénétration rapide des actions sur le terrain (identification, encadrement de proximité des groupements).
- Valoriser les compétences techniques spécifiques disponibles au niveau des CTV (aménagement des bas – fonds) pour la formation des DTE, la réalisation et le suivi des activités en cours de réalisation.
- Renforcer les capacités des CTV dans différents domaines (formations).
- Doter l'ACDA de moyens de déplacement et de primes compensatoires pour le suivi des activités sur terrain.

⁹ A l'origine du projet, ACF avait souhaité mettre en place un partenariat tripartite FAO/ACDA/ACF, mais la FAO n'a pas souhaité cette configuration, invoquant le fait qu'il y avait déjà un partenariat avec ACDA au niveau global et qu'elle ne souhaitait pas sortir de ce cadre ni s'inscrire dans ce type de partenariat sur une échelle plus réduite et qu'il était de la responsabilité d'ACF de s'associer avec ACDA.

Ce partenariat a néanmoins connu quelques lacunes à certains niveaux repris ci-dessous :

○ Certains passages contenus dans le protocole de partenariat (tel que le montre le contenu de l'encadré ci-dessous tiré du protocole de partenariat entre ACF et ACDA du 15 avril 2010 à la page 7) pourraient porter à créer une certaine confusion de responsabilités et de partage de rôles et risqueraient même (par mauvaise interprétation) de nuire à l'esprit du partenariat et partant à sa bonne marche.

- 4.1 L'ACDA s'engage à
4.1.1 Nommer le Chef de secteur de Bossangoa comme responsable du programme homologue pour l'ACDA, du responsable programme ACF-F de Bossangoa, afin d'assurer la mise en œuvre et le suivi du volet de projet concerné par le présent accord.
4.1.2 Mettre à disposition pour les activités prévues dans le présent accord :
- Le chef de secteur qui assurera à la fois le rôle de chef de secteur et de conseiller technique.
4.1.4 Etablir un rapport d'activité narratif et chiffré rédigé par le chef de secteur au responsable de programme ACF-F

« *L'article 4.1.4 du protocole de partenariat (page7) est en contradiction avec une vision d'homologue (4.1.1) et de conseiller technique (4.1.2) car il est orienté davantage vers la prestation de service » (4.1.4).*

Ainsi par exemple, l'usage du terme d'**homologue** suppose normalement un certain degré de cogestion du programme en termes de ressources financières et de prise de décision sur tous les aspects stratégiques du programme alors qu'en réalité le partenariat portait sur des points bien spécifiques (encadrement et suivi des groupements agricoles).

○ L'ACDA n'a pas encore internalisé et tiré l'ensemble des leçons et les implications de ce partenariat du point de vue de l'approche participative préconisée par le programme qui repose sur l'animation, la participation et l'appropriation (structuration des bénéficiaires) à l'opposé d'une démarche top – down et de remontée des doléances venant des bénéficiaires. Il n'a pas encore suffisamment pris les dispositions quant aux moyens à mobiliser (ressources humaines), aux synergies à rechercher en fonction des autres partenariats existants (FAO) et à l'après- partenariat.

○ Les efforts de planification, de programmation et de suivi des activités n'ont pas eu toujours les effets attendus de manière à créer des synergies et éviter des chevauchements, des substitutions dans les activités relatives au partenariat entre l'ACDA et l'ACF. Les agents d'ACF ont été souvent obligés d'intervenir directement pour l'encadrement technique des groupements par souci de compenser les faiblesses ou l'insuffisance de l'accompagnement des CTV. De même, le fait de distribuer des semences tout venant aux ménages vulnérables, collectés sur les marchés locaux n'est pas cohérent avec la politique nationale de vulgarisation des semences et le rôle de l'ACDA aurait été d'apporter l'appui technique pour éviter pareilles situations.

○ Les CTV n'ont pas toujours de réponse technique aux contraintes rencontrées par les groupements (cas de maladies sur la tomate) et ont une faible capacité à remonter l'information au niveau supérieur avec possibilité très limitée d'implication du centre de l'ICRA.

- Conditionnalité de l'encadrement à la disponibilité d'une prime compensatoire sans perspective de durabilité de l'appui (cessation de tout appui technique des CTV dès la clôture du projet)

➤ *Partenariat ACF/ICRA*

Le partenariat ACF et ICRA a permis de garantir la qualité des semences en amont de la distribution (niveau approvisionnement) grâce aux tests conduits in vitro de manière à fournir les semences de qualité aux producteurs. Globalement les bénéficiaires ont été très satisfaits de la qualité des semences reçues malgré quelques anomalies constatées (pourritures, humidité sur le mil). Par ailleurs, l'implication de l'ICRA a permis de trouver des alternatives d'approvisionnement en semences au sein des anciens groupements multiplicateurs.

Toutefois :

- Le partenariat avec ICRA n'a pas permis de répondre aux contraintes et aux problèmes spécifiques rencontrés par les groupements durant la phase de production et de post - récolte (attaque d'insectes et rongeurs)
- Le partenariat ACF et ICRA n'a pas permis de rétablir le lien qui devrait exister entre les services de vulgarisation et d'encadrement (ACDA) et la recherche (ICRA) dans l'optique d'une pérennisation de l'appui apporté par l'ICRA dans le cadre de ce programme.

5.7.3 Suivi-évaluation du programme

Le dispositif de suivi-évaluation du programme a été axé sur la conduite de nombreuses enquêtes qualitatives et quantitatives qui ont permis de rendre disponible et d'analyser de façon globale une masse de données sur les différentes activités du programme en particulier en rapport au résultat 4.

La réalisation de ces enquêtes a nécessité la mobilisation au sein d'ACF du chef du volet en charge du suivi-évaluation et de quatre enquêteurs, ce qui a permis de collecter une masse abondante d'informations et de rendre disponible les différentes fiches de suivi des activités.

Le système de suivi-évaluation du programme a souffert de certaines lacunes dont notamment :

- Absence d'un dispositif de suivi conçu pour mesurer le degré d'atteinte des IOV au niveau des objectifs, des résultats et des activités du programme tel que retenus dans la logique d'intervention (cadre logique).
- En raison du manque d'accompagnement, de formation des équipes de suivi et de temps (suite à la nécessité d'encadrement direct des CTV par les agents ACF) les enquêtes réalisées ont conduit à une masse de données qui n'ont pas été toujours analysées pour orienter la prise de décision ou dans l'autre cas de figure, les informations importantes n'ont pas pu être collectées et analysées : comme c'est le cas des données post- récolte pour le suivi d'impacts.
- La non clarification des tâches au niveau du suivi entre les intervenants (ACF et ACDA) n'a pas permis de collecter les données nécessaires permettant le suivi -évaluation du projet pour la prise de décision et l'appréciation d'impacts.

- Absence d'une base de données systématisée et conçue pour les besoins du programme : problème de capacités, de moyens de travail (manque de matériel informatique et de logiciel adapté à cette fin)
- Faible réactivité d'ACF (Paris/Bangui) qui aurait permis de corriger certaines lacunes à travers les missions ponctuelles de suivi/monitoring et d'appui technique (mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation). Ceci aurait permis d'anticiper rapidement (plus tôt) la réorientation de certaines actions du programme.

5.7.4. Prise en compte et intégration du « genre »

- Le taux de participation des femmes est important dans les groupements où il varie de 30 % à 70 % selon les groupements. Les femmes occupent souvent des postes-clés et de responsabilité au sein du bureau : trésorerie, présidence malgré leur handicap lié à l'analphabétisme (taux d'analphabétisme supérieur à 95 %).
- Le programme a soutenu des activités spécifiques aux femmes telles que le maraîchage qui a réellement permis d'améliorer la qualité d'alimentation par la consommation des légumes dans les ménages ayant pratiqué le jardinage tout en vendant sur les marchés locaux une partie de la production.
- Néanmoins, le programme a manqué de positionnement clair pour développer des réponses appropriées aux questions de genre dans le contexte de l'amélioration de la sécurité alimentaire : les femmes sont les plus concernées par les problèmes de la sécurité alimentaire des ménages : elles travaillent dans les champs comme main d'œuvre, sont impliquées dans des activités de commercialisation des produits (petit commerce) sur les marchés, dans les travaux ménagers et malgré cela, elles sont les plus vulnérables face à l'insécurité alimentaire.
- Elles sont largement exclues et marginalisés par les hommes qui sont les véritables gestionnaires des appuis apportés (autour du chef de groupe et d'autres leaders villageois).

« Ils, (les chefs de groupes et de villages) nous ont dit que ce sont seulement des hommes qui devraient prendre les semences »

Ce sont les propos d'une femme prenant part au focus groupe organisé dans un groupement de villages et qui réunissait les ménages vulnérables bénéficiaires. Elle répondait à la question de l'évaluateur lui demandant si elle avait bénéficié ou pas des semences mises à disposition par ACF !

Ces propos sont révélateurs d'une situation généralisée dans laquelle les femmes sont souvent écartées de la prise de décision et sont plus sollicitées comme une main d'œuvre agricole mal valorisée qui est au service des hommes, qui sont les seuls à prendre les décisions et à tirer profit des avantages accordés à travers les appuis. La même réflexion et les arguments allant dans ce sens ont été d'ailleurs souvent tenus par les hommes en évoquant les avantages qu'ils vont tirer des nouveaux magasins construits avec l'appui d'ACF à savoir : d'éviter que les femmes et les enfants gaspillent les produits agricoles en prélevant une quantité pour la vente au marché sans accord préalable du chef de ménage (hommes), ce qui était fréquent quand les produits étaient stockés la maison.

VI. Conclusions

Le programme de prévention de la malnutrition via un renforcement de la sécurité alimentaire dans la zone de Bossangoa a durant sa première phase contribué à apporter des solutions aux nombreux besoins urgents et contraintes rencontrés par les producteurs groupés et individuels dans une vision de diversification agricole rapide de manière à accroître la disponibilité alimentaire d'une zone qui accuse un déficit alimentaire chronique. La mise à disposition d'intrants agricoles, d'infrastructures et la réactivation des services d'encadrement agricole de l'ACDA a permis de poser les bases d'une approche participative et inclusive tant au niveau des acteurs de la sécurité alimentaire que des bénéficiaires en vue de relancer les systèmes de production agricoles dans la zone des deux sous-préfectures de Bossangoa et de Nana-Bakassa.

La période de mise en œuvre trop courte pour cette phase, la couverture géographique retenue et les partenariats mis en place n'ont pas permis de rentabiliser au maximum certains investissements en particulier l'appui technique d'ACF qui a dû s'occuper des tâches urgentes en sacrifiant les aspects stratégiques du projet. De même, durant cette phase, le programme n'a pas pu apporter des réponses appropriées à d'autres aspects stratégiques tels que l'organisation et la structuration des producteurs, la pérennisation des actions de renforcement des capacités qui sont des fondamentaux d'un système durable de production agricole. Aussi, bien que le programme a atteint des objectifs chiffrés du point de vue des appuis prévus, son ratio en termes de coûts/efficacité et les impacts directs attendus est resté relativement faible. Néanmoins, les impacts réels ne pourront être obtenus que durant les prochaines campagnes agricoles, ce qui supposera qu'un minimum de mesures d'accompagnement des producteurs soit maintenu dans le cadre du nouveau programme.

VII. Recommandations

7.1. Recommandations liées à la conception du projet au regard du nouveau programme en cours « LRRD »

- Une analyse approfondie des principaux risques liés aux résultats du nouveau programme devrait être menée en intégrant les hypothèses qui ont été retenues dans le cadre logique. Cette analyse pourra dégager le degré et le niveau des risques identifiés au niveau de l'action globale et des risques liés à la mise en œuvre des cinq résultats retenus. A titre d'exemple, cette analyse pourrait identifier les risques éventuels dans la mise en place d'un nouveau système de distribution d'intrants (engrais) qui est préconisé¹⁰ et qui restera malgré tout

¹⁰ Durant les entretiens avec les ménages vulnérables, il a été évoqué le problème lié à l'exigence par ACF d'un versement préalable de 2500 FCFA lors de l'inscription sur la liste des bénéficiaires potentiels des engrais qui seront subventionnés à 70 % par ACF (10 % seront versés en espèces au début et 60 % seront remboursés en nature au moment de la récolte). Les producteurs ont émis le souhait qu'ACF avance la totalité des engrais et que le paiement de leur part se fasse à la récolte tel qu'ils ont l'habitude de le faire depuis longtemps sur la culture du coton. Ainsi, en dépit de la formulation différente des engrais qui seront utilisés sur les vivriers, le risque d'en utiliser une partie sur le coton existe, de la même façon qu'une partie des engrais destinés au coton était auparavant utilisée sur les vivriers.

juxtaposé à celui qui a été pratiqué depuis longtemps sur la culture du coton par la cellule Coton de Bossangoa. En effet, différents risques subsistent tel que le faible recouvrement des engrais, leur revente ou leur utilisation sur des cultures autres que les vivriers (coton). Il faudra bien les identifier en même temps que les stratégies et les moyens préconisés pour y faire face. Il en est de même des risques liés à la mise en œuvre de la structuration des filières en termes d'impacts non désirables sur les groupes vulnérables tels que les jeunes et les femmes qui sont normalement très impliqués dans les circuits de collecte (transport), de commercialisation des produits agricoles et qui risquent de perdre une grande partie de leur revenus suite à la mise en place des filières.

- Les indicateurs du projet seraient à préciser davantage pour répondre au mieux aux caractéristiques d'un indicateur objectivement vérifiable (IOV) en précisant davantage les références aux critères de « quantité, de qualité, du lieu et du temps ». Ceci pourrait se faire sans pour autant modifier les indicateurs de départ du cadre logique qui ont été validés par l'UE mais en les déclinant davantage au niveau des résultats intermédiaires et des activités lors des planifications annuelles.
- Prévoir une mission d'appui pour le renforcement des capacités de l'équipe en charge de la mise en œuvre du programme à Bossangoa en vue de la mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation adapté et constitution d'une base de données permettant la collecte et l'analyse des données nécessaires tout en gardant plus de souplesse (éviter des enquêtes trop lourdes, consommatrices d'énergie, de temps et de moyens) pour suivre et mesurer le niveau de réalisation des indicateurs retenus et évaluer les impacts du programme.
- Un système cohérent de collecte des données (statistiques agricoles de base) et de suivi des campagnes de production (diffusion d'intrants), de commercialisation devrait être mis en place et appuyé par les différentes parties prenantes : FAO, ACF, ACDA, DDRA pour permettre d'établir les données de base en vue d'avoir une situation de base au moins sur les trois spéculations (riz, maïs, arachide) qui sont retenues dans le cadre de l'appui aux filières. Cela impliquera de revoir et compléter le résultat 5 (cadre logique LRRD) relatif au suivi des activités et de la situation humanitaire dans la zone d'intervention du programme.
- Organisation des séances d'information sur l'approche d'intervention du projet LRRD, de sensibilisation sur la problématique de l'insécurité alimentaire et d'amélioration des pratiques en matière de bonne gouvernance pour les autorités traditionnelles : les chefs de groupes, les chefs de village et les autres leaders villageois (les représentants des différentes religions, les femmes influentes : sages femmes) au niveau des groupes de villages.

7.2. Recommandations liées à la stratégie et à l'approche d'intervention des actions de la Sécurité alimentaire dans la zone de Bossangoa

- Pour assurer une meilleure continuité des actions et maximiser les impacts du projet clôturé, les modalités de prise en charge de certaines actions d'accompagnement entamées dans le premier projet devraient être rapidement envisagées par le programme LRRD à l'intention des groupements ayant bénéficié de l'appui et qui ne seraient pas nécessairement concernés par le nouveau projet. Il pourra s'agir d'actions ponctuelles à définir ensemble avec les groupements en fonction de leurs besoins prioritaires d'accompagnement (formations des Délégués Techniques Endogènes, renforcement de la dynamique associative, de la

gouvernance : prise de décision, Pérennisation de la production semencière, de la gestion en particulier celle des infrastructures réalisées). Leur mise en œuvre pourrait être assurée par l'ACDA avec éventuellement des appuis méthodologiques ponctuels (à définir) par des prestations de service (par l'ONG Echelle par exemple).

- De même les actions de suivi - évaluation post- réalisation (évaluation des récoltes, de la redistribution des semences produites au sein des groupements partenaires) ainsi que de l'évaluation d'impacts, lesquelles n'ont pas pu être réalisées avant la clôture du projet, devraient être prises en compte dans le cadre du nouveau programme. Ceci permettrait une meilleure capitalisation des leçons et des expériences acquises pour améliorer l'efficacité des actions du nouveau programme.
- Privilégier une approche intégrée des paquets technologiques préconisés au lieu et à la place d'actions dissociées et fractionnées visant à travailler séparément sur des thématiques telle que semences (première année), fertilisation minérale (deuxième année). En effet, les objectifs de production fixés en amont dans le cadre des trois principales filières retenues à savoir l'arachide, le maïs, le riz ne pourront être réalisés sans mettre en place des paquets techniques complets (semences de bonne qualité, techniques culturales améliorées, amendement/ fertilisation, lutte contre les ennemis et ravageurs des cultures, traitements post-récolte....)
- Les actions de structuration, d'appui stratégique et organisationnel à l'endroit des organisations paysannes(OP), associations, groupements, GIE etc. devraient être prioritairement renforcées et appuyées pour permettre aux bénéficiaires de valoriser les opportunités offertes à travers les actions d'appui à la sécurité alimentaire et en particulier dans le cadre de la promotion et de l'appui aux « filières »
- L'approche d'intervention du programme devrait progressivement passer d'une démarche de **proposition d'appuis** à celle visant à accompagner et amener les bénéficiaires à **formuler** leurs besoins et demandes en matière d'accompagnement et d'appui. Compte tenu du faible niveau de structuration constaté sur l'ensemble des groupements accompagnés, d'une tendance généralisée à l'assistanat souvent manifestée par les populations, les actions d'accompagnement (formation, organisation) devraient constituer des préalables à tout appui. De la sorte, les appuis en matériels/ équipements, infrastructures (*par exemple pour le stockage des surplus destinés à la commercialisation dans le cadre des filières*) etc., devraient être l'**aboutissement** d'un **processus** de travail et de partenariat et non l'inverse : ceci paraît être la meilleure voie à privilégier pour s'assurer du degré d'engagement réel pouvant permettre une plus grande appropriation et une pérennisation des actions.
- Dans le cadre de l'approche filière préconisée par le programme LRRD, dans un premier temps, il faudrait limiter le nombre de spéculations choisis par groupement et suivant les priorités du groupement (au maximum deux spéculations). Ceci permettra une plus grande spécialisation par une meilleure concentration des actions en terme d'encadrement, de suivi conseils et en fonction des résultats obtenus, décider sur le bien fondé et l'opportunité de pouvoir étendre la collaboration sur les autres cultures.
- La notion de vulnérabilité ne devrait pas être offusquée ni écartée par la complexité des systèmes traditionnels de gestion du pouvoir et des aides externes (chefs de groupements et les autres leaders locaux). La vulnérabilité est bien **réelle** dans les villages et une vision orientée vers l'approche « filière », ne pourra y apporter de réponses tangibles sans que les

mesures d'accompagnement nécessaires soient mises en place. Ainsi, ce phénomène mériterait d'être mieux étudié et analysé à travers une étude approfondie qui devrait permettre d'en retracer les contours et faire des propositions concrètes sur des approches et des solutions spécifiques, appropriées et adaptées pour y remédier de manière durable.

- Les modalités de promotion de l'approche « travail pour argent » qui avait déjà été proposée durant la première phase du projet¹¹ et qui malheureusement n'a pas été mise en œuvre, seraient à explorer davantage pour permettre aux groupements d'accéder au matériel **d'attelage** et aux plus démunis, aux jeunes d'accéder à une source de revenu durant les périodes de soudure. A titre d'exemple, le « travail pour argent » pourrait porter sur le *défrichage collectif des terrains et champs individuels* pour préparer la mise en labour à recourant à la haute intensité de main d'œuvre (en y intégrant les groupes vulnérables), ce qui permettrait de lutter contre le phénomène généralisé des *cultures sur brûlis* qui a des impacts très négatifs sur les systèmes culturels paysans, sur la fertilité des sols et sur l'environnement (destruction des ressources naturelles).
- Pour assurer la durabilité de la disponibilité d'intrants agricoles (semences, engrais, pesticides, matériel agricole) un appui substantiel est à mettre en place par des formations techniques (par ACDA), par la dotation d'un fonds de roulement et de garantie pour l'accès au crédit permettant aux opérateurs, aux structures privées et aux groupements de prendre en charge et d'assurer les fonctions d'approvisionnement en intrants. Ce type de mécanismes d'appui pourrait s'adresser aux anciens *groupements multiplicateurs de semences* ayant collaboré avec l'ICRA.

7.3. Recommandations en matière de renforcement des capacités et structuration

- Les formations devraient être réalisées en situation réelle dans les conditions de travail (champs) des bénéficiaires pour permettre une meilleure assimilation des techniques préconisées.
- Un plan de formation devrait être réalisé par une équipe pluridisciplinaire avec des compétences avérées en matière d'identification des besoins en formation et d'élaboration des plans de formation spécifiques au programme de sécurité alimentaire, de transfert des compétences en matière agricole (encadrement / formation des producteurs). Ce plan de formation prendrait en compte les spécificités du nouveau programme LRRD notamment dans sa composante d'appui aux « filières » de manière à y intégrer les besoins de formation des différents acteurs qui interviendront dans les principales chaînes de valeur choisies (production, stockage, transformation, commercialisation).
- Mener une étude permettant de mieux comprendre les logiques de la dynamique associative dans la zone d'intervention du programme pour mieux les mettre à contribution et les canaliser à travers des actions de structuration.

¹¹ Un fond de quatre cent mille francs (400.000 FCFA) avait été prévu pour la réalisation d'aménagement ou la réhabilitation des unités de production (systèmes de collecte des eaux de pluie pour les activités maraîchères) par l'intermédiaire d'un programme « Argent Contre Travail » en vue de permettre la constitution d'un fonds de roulement pour les groupements. Ce fonds devrait permettre d'accroître la capacité d'investissement productif en leur dotant les moyens de location ou d'achat de traction animale pour les groupements agricoles vivriers en vue d'accéder à la culture attelée qui représente une contrainte réelle pour les producteurs.

7.4. Recommandations liées au partenariat

- Dans l'optique d'une véritable relance et d'une réelle implication et appropriation à terme des actions d'encadrement et d'appui technique des bénéficiaires par l'ACDA, dans le respect de l'esprit du protocole actuel, des mécanismes souples seraient à mettre en place pour responsabiliser davantage ACDA dans la mise en œuvre des actions prévues en particulier celles liées au renforcement des capacités (formation, structuration) des producteurs individuels et des groupements. Il s'agirait par exemple de confier à ACDA le pilotage des actions de formation sur une saison donnée et suivant une planification arrêtée conjointement. L'ACF suivrait la réalisation des activités et s'assurerait de la conformité de la réalisation et du respect des procédures (gestion financière)

Cela supposera la mise à disposition des moyens nécessaires pour permettre à l'ACDA de mobiliser et d'impliquer davantage l'expertise nécessaire pour renforcer les équipes de terrain (en matière d'appui stratégique, technique, méthodologique et organisationnelle).

- Pour préparer l'après programme, ACF devrait anticiper et mettre en place un mécanisme permettant d'accompagner ACDA dans la préparation de son plan d'intervention pour la continuité des actions au-delà du financement du programme en cours.

7.5. Recommandations liées à la prise en compte et à l'intégration du « genre »

- Dans le cadre du nouveau programme, il faudrait mettre l'accent sur le renforcement des capacités des femmes dans le processus de mise en œuvre des AGRs, de sorte que l'AGR soit l'aboutissement du processus d'élaboration, de formation sur la mise en œuvre du projet et pas l'inverse.
- Le problème d'analphabétisme généralisé des femmes constitue un véritable handicap à la participation et à la prise de décision, à l'intégration économique des femmes dans le cadre des filières. Des modalités d'intégrer des actions « d'alphabétisation fonctionnelle » dans les programmes d'appui à la sécurité alimentaire pourraient être envisagées.
- Dans le cadre des futures interventions en matière de sécurité alimentaire, la planification devrait mettre davantage sur les aspects liés au genre : cadre logique plus sensible au genre de manière à améliorer la participation et l'accès des femmes (en particulier les plus vulnérables) aux différents appuis proposés.
- Impliquer les chefs de groupe, de villages et les leaders à travers des actions de sensibilisation et de formation sur l'approche « Genre » dans le cadre de la sécurité alimentaire dans la zone d'intervention du programme.

VIII. Annexes

Annexe 1 : Classification de l'évaluation du programme de prévention de la malnutrition, via un renforcement de la sécurité alimentaire selon les critères DAC.

| CRITERE | | | | | | Argumentation/justification |
|------------|---|---|---|---|---|---|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | |
| IMPACT | | | X | | | <p>- A l'instar des autres interventions à caractère agricole, les impacts du projet ne pourront être appréciés qu'à moyen terme surtout lors des prochaines saisons culturales,</p> <p>- Le projet a permis de mobiliser les différents acteurs de la sécurité alimentaire autour d'enjeux de la production : diversification agricole, diffusion des intrants, renforcement des capacités et structuration des producteurs</p> <p>- Le projet n'a pas eu d'impact direct sur les vrais ménages vulnérables car ils ont été écartés du dispositif d'appui par les chefs de groupes et de villages.</p> |
| DURABILITE | | X | | | | <p>Les mécanismes de pérennisation des actions et les stratégies de sortie à la fin du projet n'ont pas été clairement définis. Ils ne sont pas également bien identifiés dans le cadre du nouveau programme LRRD.</p> |
| COHERENCE | | | | X | | <p>Les objectifs du programme sont en cohérence avec les politiques et les stratégies nationales en matière de lutte contre la pauvreté ainsi que les autres stratégies nationales agricoles et de développement rural tel que le « Plan Directeur agricole », (1999), les « Etats généraux de développement de l'agriculture », (2008) et le « Programme de Développement Agricole », (PDA) 2009- 2011.</p> |
| COUVERTURE | | | X | | | <p>Les choix opérés en termes de couverture géographique, des axes d'intervention, des catégories de bénéficiaires n'étaient pas bien réalistes compte tenu des délais prévus pour la mise en œuvre du projet (10 mois) et des risques liés à l'intervention.</p> |
| | | | | | | <p>Les objectifs du programme étaient très pertinents et ont permis d'aborder les</p> |

| | | | | | |
|------------|--|--|---|---|--|
| PERTINENCE | | | | X | contraintes et les problèmes majeurs des producteurs agricoles à savoir les groupements et les ménages individuels : disponibilité d'intrants agricoles (semences, fertilisants, infrastructures de séchage et de stockage), formation et structuration des producteurs etc. |
| EFFICIENCE | | | X | | L'efficience du programme est grande du point de vue des procédures et des dispositifs de gestion maîtrisés en interne d'ACF. Elle fut relativement moindre sur le plan de l'approche stratégique pour l'encadrement des producteurs et pour le renforcement des capacités des acteurs (en particulier dans le cas du partenariat avec ACDA et de la valorisation de l'Assistance technique) |
| EFFICACITE | | | X | | L'efficacité du programme est demeurée relativement moyenne du fait des choix du point de vue de la couverture géographique, des thématiques retenues, du délai trop court pour la mise en œuvre et d'une prise en compte insuffisante des risques |

Annexe 2 : Récapitulatif des bonnes pratiques

| | |
|---|--|
| Titre | Externalisation des services à travers la mise en œuvre de partenariat avec les acteurs locaux |
| Traits et caractéristiques innovants | Le programme a privilégié une approche axée sur le renforcement des structures locales à la fois étatiques (ACDA, ICRA) et ONG locale pour la prise en charge des actions d'encadrement et de formation des producteurs de manière à assurer la continuité des actions à la fin du programme. |
| Recommandations spécifiques/pratiques pour la dissémination | Pour la réplique de cette bonne pratique, il importera de mettre l'accent sur le renforcement propre des structures locales du point de vue stratégique (appui à la planification), organisationnelle et méthodologique. Ce type d'accompagnement devra se faire en parallèle aux actions retenues de manière à permettre aux structures de définir leur propre stratégie pour la pérennisation des actions à la fin du partenariat. |

Annexe 3 : Termes de référence de la mission



Termes de Référence pour l'évaluation externe du projet :

“Programme de prévention de la malnutrition, via un renforcement de la sécurité alimentaire – Base de Bossangoa – République Centrafricaine”

Projet financé sur fonds propres ACF, références du contrat :

1. Contexte général et détails du projet

1.1. Contexte pays

La République Centrafricaine (RCA) est située au cœur de l'Afrique Centrale. Le pays se présente comme un vaste territoire de 622 984 km¹ et est bordé par cinq pays : le Soudan à l'Est, le Tchad au Nord, le Cameroun à l'Ouest, le Congo et la République Démocratique du Congo au Sud. La capitale politique et économique du pays est Bangui, elle s'étend sur les rives de l'Oubangui, au sud-ouest du pays. La population du pays est estimée à 4,2 Millions d'habitants¹² (63% rurale et 37% urbaine), dont 67% vit avec moins de 1 dollar par jour. La RCA figure à la 179^{ème} place sur 182 en termes d'Indice de Développement Humain (IDH 2009) et l'espérance de vie diminue en moyenne de 6 mois chaque année depuis 1966¹³, elle est estimée à 46,7 ans en 2007¹⁴.

La RCA est un pays en état de vulnérabilité chronique dont la situation s'aggrave d'année en année depuis plus de 40 ans. Depuis son accession à l'indépendance en 1960, la République Centrafricaine a connu une succession de crises politiques et militaires qui ont constitué un frein majeur au développement socio-économique du pays, majoré par de nombreux autres facteurs tels que l'enclavement du pays, la prépondérance d'un secteur agricole peu productif, la pandémie de VIH / SIDA. Dans les années 90, en conséquence de l'aggravation du contexte général, les indicateurs sanitaires ont sérieusement périclité.

L'insécurité s'est accrue dans les régions du nord Ouest entre 2002 et 2006 inclus, tandis que le Nord Est et le sud Est du pays sont depuis quelques mois victimes d'une forte insécurité. En fin d'année 2007, on estimait à environ 197.000 le nombre de personnes déplacées dans les 7 Préfectures du Nord et l'on estimait à 74 000 le nombre total des déplacés dans les seules deux Préfectures de l'Ouham et l'Ouham Pendé. En janvier 2009, le HCR évalue le nombre de personnes déplacées à 102 000 pour l'ensemble du pays.

¹² Projections UNFPA - 2006.

¹³ PNUD, 2007-2008.

¹⁴ PNUD, selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitation, 2003.

Le retour récent à une certaine stabilité politique avec la tenue du Dialogue Politique Inclusif en décembre 2008 et l'avancement du processus de paix et de DDR (Démobilisation, Désarmement, Réhabilitation), s'il est encourageant, reste fragile, avec l'émergence en début d'année 2009 de nouvelles poches de rébellion et d'insécurité. Les déplacements de population perdurent, peu de déplacés internes ou de réfugiés au Tchad et au Cameroun sont retournés dans leurs villages d'origine étant donnée la volatilité du contexte. L'année 2010 sera décisive avec la tenue théorique d'un DDR, suivi d'élections nationales, et l'évolution des situations sécuritaires dans les zones frontalières. A ce jour les élections ont été reportées deux fois, et sont fixées au 23 janvier 2011. Un changement de la constitution a légiféré en faveur du maintien du président actuel à son poste dans l'attente de l'organisation des élections.

En 2009, la conjoncture défavorable marquée par la crise internationale et la hausse du cours des matières premières alimentaires et énergétiques a particulièrement touché la République Centrafricaine. En effet, en RCA, cette conjoncture internationale défavorable s'ajoute à une base structurellement précaire et constitue une menace supplémentaire pour la sécurité alimentaire d'un pays comptant parmi les plus pauvres du monde. La pauvreté reste chronique, les services sociaux de base insuffisants, la sécurité alimentaire fragile, la malnutrition un problème de fond.

L'agriculture est la principale activité économique des populations de RCA, à travers notamment la culture de coton comme principale culture de rente, et l'élevage. Dès la fin des années 90, les difficultés rencontrées par la filière coton sur les aspects de commercialisation dans un contexte de baisse des prix aux producteurs, ont fragilisé le secteur agricole et ont entraîné un retour aux cultures vivrières de subsistance afin de palier la chute des revenus tirés des cultures de rente. Cette situation est responsable d'une forte dégradation des conditions de vie des populations et d'un accroissement de leur vulnérabilité alimentaire. Le manque de capital productif (intrants, outils, cheptel) constitue le facteur limitant la relance des activités agricoles (production vivrières, élevage) et de pêche. L'accès facilité à des intrants agricoles de qualité, l'amélioration des pratiques agricoles, d'élevage et de pêche, le soutien aux groupements représentent des besoins immenses dans le pays selon les populations elles même et les acteurs en Sécurité Alimentaire.

En conclusion, la RCA est donc un pays en état de vulnérabilité chronique, dans un contexte de crise à la fois politique, économique, sociale et sanitaire, dont la situation continue de s'aggraver, même si quelques éléments pourraient laisser entrevoir un potentiel pour une amélioration dans les années à venir. En effet, un accord de paix globale a été signé en juin 2008, mais la situation reste fragile et volatile. La tenue d'un dialogue national inclusif en décembre 2008 est vue comme le passage obligé pour une réconciliation nationale et la résolution des conflits centrafricains. Par ailleurs, l'intérêt plus marqué de certains bailleurs de fonds au développement de la RCA, laisse espérer une amélioration de la situation.

1.2. Contexte de la zone d'intervention

La République Centrafricaine (RCA) a connu une croissance démographique très forte ces dernières décennies. Malgré une densité de population très faible¹⁵ sa population est passée d'environ 1,5 millions d'habitants en 1960 à 4,4 millions de nos jours. La revue des photos satellites de la zone d'intervention du présent projet montre l'occupation actuelle de l'espace par les agriculteurs. Par exemple, à Bossangoa, l'espace est complètement occupé par les agriculteurs sur un rayon de 10 km autour de la ville. Le long des axes routiers, comme à Bangayanga, les agriculteurs exploitent les terres jusqu'à 5 km de part et d'autre de l'axe. D'un autre côté, l'élevage s'est également développé ces dernières années en RCA. Comme

¹⁵ 7.3 habitants/km² dans le département de l'Ouham – 6.1 habitants/km² en RCA.

dans de nombreux autres pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale, la propriété des troupeaux a changé avec la venue massive de nombreux investisseurs urbains (tchadiens et centrafricains) dans la propriété du gros bétail. Cette modification de propriété a induit des changements de comportement radicaux comprenant la conduite de troupeaux par des hommes armés et étrangers à la conduite traditionnelle de l'élevage. Malgré la large superficie du pays, l'absence de gestion coordonnée entre les zones de cultures et de pâturages a conduit à de nombreux troubles, les agriculteurs étendant leurs zones de cultures qui sont détruites lors du passage des troupeaux.

Ce problème, complexifié par des intérêts politiques et financiers locaux, a contribué à l'instabilité du pays et a conduit à des antagonismes violents entre ces deux communautés. Dans la région de Bossangoa, ces troubles ont abouti à la destruction de biens privés et à la perte de moyens de production agricoles (par exemple, vol d'attelages de culture directement par des groupes armés ou destruction de structures de stockage). En conséquence, les populations rurales, principalement agricultrices, de Bossangoa sont revenues à des productions de cultures vivrières et de rente traditionnelles. En effet, la perte des attelages (boeufs de labour) ramène les agriculteurs à une exploitation traditionnelle à la main (houe). Cette pratique limite les surfaces exploitées à environ 1 ha par famille au lieu de 4 à 5 ha par famille par le passé. Ce positionnement s'est effectué alors que les acheteurs traditionnels qu'étaient les éleveurs ont disparu des marchés et que les filières traditionnelles d'écoulement sont quasi inopérantes.

La faiblesse des échanges entre ces deux communautés (agriculteurs et éleveurs) est devenue une raison majeure d'appauvrissement mutuel. Cette situation s'explique surtout par la crise entre les communautés qui se sont physiquement séparées, mais aussi par la destruction des moyens de transport des commerçants qui assuraient la commercialisation des productions comme le montre la faiblesse des volumes échangés. On peut noter d'autres facteurs comme le coût élevé des transports ainsi que le mauvais état des routes. Cette absence de débouchés limite au minimum les entrées d'argent pour les ménages d'agriculteurs, les marchés étant surtout des places d'échanges entre femmes et de produits difficiles à valoriser en raison du faible pouvoir d'achat des populations rurales.

Par ailleurs, la filière coton qui fournissait des revenus complémentaires importants à de nombreux agriculteurs de la région¹⁶ a décliné avec la chute des cours mondiaux du coton¹⁷. De plus ce déclin, en réduisant l'approvisionnement en fertilisants ne permettant plus d'entretenir la fertilité des sols, a induit indirectement une baisse de productivité des autres cultures.

Ces facteurs liés les uns aux autres ont vulnérabilisé les familles, les amenant à un seuil de subsistance critique. En conditions normales, ces populations produisent juste la nourriture nécessaire à leur subsistance. En cas de chocs extérieurs (mauvaises conditions météorologiques ou attaques de ravageurs), ces moyens de subsistance peuvent être remis en cause et placent ces populations à un niveau de vulnérabilité élevé.

En résumé, les agriculteurs vulnérables de la région de Bossangoa subissent les contraintes suivantes :

- Absence à faiblesse de revenus liés au coton
- Absence de source de revenus par la vente de produits vivriers aux éleveurs
- Taille des exploitations réduite par la perte des attelages
- Rendement limité par l'absence de fertilisant
- Faible capacité technique agricole
- Surplus de production non valorisé par l'absence d'échanges commerciaux

¹⁶ Au niveau national les surfaces sont passées de 60 à 20.000 ha en dans dernière décennie (source ACDA). Elles seraient autour de 25.000 ha en 2010 (source ACDA)

¹⁷ En Afrique, les cours du coton ont chuté de 42% entre 2004 et 2009 causant une crise sérieuse (source AFP)

2. Détails du projet

2.1. Historique du projet

ACF est présente en RCA depuis 2006, suite à la sollicitation de l'UNICEF pour réaliser une enquête nutritionnelle sur Bangui. Depuis, plusieurs programmes ont été développés dans différentes zones et à ce jour l'organisation intervient à Markounda (Préfecture de l'Ouham) en Eau, Assainissement et Hygiène et Aide Alimentaire (de façon ponctuelle), à Bossangoa (Préfecture de l'Ouham) en Eau, Assainissement et Hygiène et Sécurité Alimentaire, et enfin à Bangui, Berberati (Préfecture de la Mambere Kadei) et Nola (Préfecture de la Sangha Mbaere) en nutrition.

ACF a conduit des programmes en Sécurité Alimentaire en RCA dès l'ouverture de la mission, en 2006, avec un projet d'appui à la production maraîchère à Bangui (2006). En parallèle, une évaluation des besoins Sécurité Alimentaire et Eau / Assainissement a été conduite en Février 2007 dans le Nord du pays, et a débouché sur l'ouverture de la base de Markounda, en soutien aux personnes déplacées.

Enfin, suite à une évaluation menée en juillet 2009 dans la sous-préfecture de Bossangoa, ACF a démarré un programme de réduction de la pauvreté alimentaire et monétaire des populations de la région. Ce programme, prévu sur 3 ans, a démarré sur un financement en fonds propres pour la première année. La fin initiale était prévue en décembre 2010, et le programme a été prolongé jusqu'à fin février 2011. Il est l'objet de la présente évaluation. Pour faire suite à cette première année d'intervention, ACF a récemment obtenu un financement de deux ans (Janvier 2011 à Décembre 2012) auprès de l'Union Européenne pour un programme LRRD (Linking Relief, Rehabilitation and Development) en continuité avec les activités SA menées à Bossangoa jusque là.

2.2 Détails contractuels du projet

➤ *Objectif général*

L'objectif global de l'action est de prévenir la malnutrition en contribuant à la lutte contre la pauvreté alimentaire et monétaire dans le pôle de développement de Bossangoa, qui couvre les sous-préfectures de Bossangoa et Nana-Bakassa, dans la préfecture de l'Ouham, République Centrafricaine.

➤ *Objectif spécifique*

L'objectif spécifique de l'intervention vise à accroître et à diversifier les sources de revenus alimentaires et monétaires des populations vulnérables (15 groupements agricoles et 2000 ménages), par le renforcement des capacités locales.

➤ *Résultats attendus et activités*

Résultat 1 : La production agricole est relancée par des distributions d'intrants pour les cultures vivrières et maraîchères

- R1.A1. Sélection et enregistrement des bénéficiaires (groupements agricoles et producteurs individuels)
- R1.A2. Sélection des parcelles communautaires pour la production maraîchère
- R1.A3. Dotation en intrants agricoles pour les cultures vivrières et maraîchères

Résultat 2 : La filière agricole est redynamisée

- R2.A1. Aménagement d'infrastructures de collecte des eaux de pluies par des activités Argent Contre Travail

- R2.A2. Construction de greniers communautaires
- R2.A3. Construction d'aires de séchage
- R2.A4. Dotation en espèces pour constitution de fonds de roulement
- R2.A5. Fourniture de moyens de transport pour les groupements (charrettes, bicyclettes)

Résultat 3 : Les capacités locales, tant au niveau des groupements de production que des départements techniques et des partenaires, sont renforcées

Au niveau des groupements:

- R3.A1. Formations techniques en partenariat avec le département technique partenaire (ACDA : Agence Centrafricaine de Développement Agricole)
- R3. A2. Elaboration d'un kit de formation à la gestion
- R3. A3. Formations à la gestion

Au niveau du partenaire:

- R3. A4. Dotations en moyens de transport pour assurer un suivi régulier des activités
- R3. A5. Formations techniques aux outils de collecte, de saisie et d'analyse des données
- R3. A6. Des séances de sensibilisation alimentaire seront initiées en lien avec l'équipe nutrition

Résultat 4 : Les activités et la situation humanitaire sont suivies sur la zone par le **développement d'un système de surveillance**

- R4.A1. Mise en place de la méthodologie et des outils
- R4.A2. Collecte des informations initiales (baseline)
- R4.A3. Suivi post distribution
- R4.A4. Suivi de développement des récoltes
- R4.A5. Suivi post récolte
- R4.A6. Suivi de gestion des groupements
- R4.A7. Outils de surveillance
- R4.A8. Collecte, saisie et analyse des données
- R4.A9. Rédaction et diffusion de rapports

3. But de l'évaluation

ACF-IN promeut et utilise l'évaluation comme un outil de renforcement de sa performance opérationnelle, aussi bien que comme un moyen d'améliorer sa responsabilité financière vis-à-vis des bénéficiaires, des partenaires et des bailleurs de fonds.

L'évaluation doit toujours suivre les exigences des bailleurs et/ou la politique d'évaluation d'ACF.

3.1. Objectifs de l'évaluation

➤ Objectif général

Evaluer le projet mis en œuvre par ACF au regard des critères standard DAC, comme présenté dans la politique d'évaluations de ACF-IN

➤ Objectifs spécifiques

Evaluer, selon les critères DAC, le programme mis en œuvre

Fournir des recommandations opérationnelles et stratégiques pour la continuité des activités en 2011 sur la zone

➤ *Résultats*

Un rapport d'évaluation

Des présentations orales des principaux résultats et recommandations de l'évaluation aux niveaux mission et siège

3.2. Principaux facteurs à prendre en compte

L'évaluation doit considérer les objectifs, les résultats et les indicateurs détaillés dans le cadre logique du projet.

Elle doit être menée comme une étude indépendante du contexte, de l'analyse des problématiques, des activités et des moyens déployés par ACF tout au long de la mise en œuvre du projet. Un rapport final sera produit, contenant les principaux résultats et les recommandations pour de futures interventions.

L'évaluation doit considérer la qualité des biens situation de référence : rendements, pratiques] et services générés par le projet, l'opinion des bénéficiaires, le respect des procédures et politiques des départements opérationnels et techniques d'ACF, ainsi que celles des services étatiques et autres acteurs.

3.3. Détail des critères d'évaluation

ACF-IN souscrit aux critères d'évaluation du Development Assistance Committee (DAC), à savoir : Impact, Couverture, Cohérence, Pertinence, Efficacité, Efficience et Durabilité. ACF-IN encourage aussi systématiquement l'analyse des systèmes du suivi-évaluation et des questions transversales (genre, VIH...).

Cf. ACF-IN Evaluation Policy and Guidelines 2007 en annexe pour plus de détails sur les critères.

Pour la présente évaluation, ACF-IN souhaite que l'évaluateur se penche sur tous les critères, mais en priorité et de manière approfondie sur les quatre critères suivants.

1. Impact

Quels ont été les effets attendus et inattendus, positifs et négatifs, aux niveaux micro (ménage) et macro (zone d'intervention) du projet sur la situation sociale et économique des individus et groupes concernés ?

Quelle a été la contribution du partenariat à l'obtention de ces effets ?

Quels ont été les principaux changements entre la situation initiale (avant le projet) et la situation finale et comment ces changements s'inscrivent dans les résultats attendus du projet ?

Quelle a été la contribution des résultats obtenus aux objectifs global et spécifique du projet ?

Quel est le ratio coût/efficacité/impact du projet ? Aurait-il pu être amélioré si oui comment ?

2. Durabilité

Quelle est la probabilité d'une continuité des bénéfices des activités après la fin du projet ?

Quels sont les freins à l'appropriation de ces bénéfices et activités par les bénéficiaires ?

Quelle est la contribution du renforcement effectif des capacités dans cette continuité ?

Quelles sont les recommandations d'action pour renforcer la durabilité des actions dans le cadre du nouveau programme ?

Quelle est la capacité du partenaire à prendre en charge une partie des activités à la fin du projet ?

Quelle a été la qualité du partenariat durant le projet ? Partenariat versus prestation de service ?

Comment le projet s'inscrit-il dans une approche développement/transition ?

3. Couverture

La couverture géographique était-elle appropriée au regard de l'impact, de la couverture des besoins, de l'intégration des programmes sectoriels, et des capacités logistiques et organisationnelles ? Pourquoi ?

4. Pertinence

Le projet était-il suffisamment construit sur les besoins et priorités locales ?

De quelle manière les bénéficiaires et acteurs locaux ont-ils été consultés dans la définition et la mise en œuvre du projet et quels en ont été les effets ?

3.4. Méthodologie de l'évaluation

L'évaluation sera conduite selon trois grands types d'activités.

Briefings/ préparation

- Revue des documents de projet (proposal, rapports, rapports de suivi évaluation, enquêtes...)
- Rencontre des départements opérationnels et techniques d'ACF au siège et sur la mission
- Recrutement et formation de l'équipe locale d'évaluation le cas échéant

Activités de terrain

Les données seront collectées à trois différents niveaux :

- Information directe : visite des zones d'intervention du projet et des réalisations
- Information indirecte : entretiens avec les bénéficiaires (individuels et en groupe), les leaders et autorités locales, entretiens avec les équipes locales ACF (nationales et expatriées), entretien avec les partenaires, les agences humanitaires, les bailleurs de fonds...
➤ Pour la collecte de données, des méthodes standard d'évaluation participative seront utilisées (PRA / entretiens ménages et discussions de groupe avec les bénéficiaires, informateurs clef et autres leaders).
- Analyse d'informations secondaires : par exemple revue des données de santé locales, données agricoles, prix des marchés, analyse des données de suivi évaluation du projet...

Annexe 4 : Liste des personnes rencontrées

| NOM & PRENOM | FONCTION | CONTACT |
|--------------------|--|--|
| - Bella Jean- Paul | Chef de la station Agricole de Soumba, Représentant de l'ICRA à Bossangoa | Tél : 77778978 |
| - Kongbo Abel | Directeur de l'unité Suivi-Evaluation, ACDA | E-mail : konabel2001@yahoo.fr |
| - Nguémon Denis | Directeur Régional du développement rural | Tél : 72029186/70028483 |

| | | |
|----------------------|---|---------------------------|
| - Costis Claire | Coordonateur SA, ACF RCA | ACF, Mission Bangui |
| - Magbe Alain Serge | ONG Echelle | Tél : 70458078 |
| - Mbandigaï Jonas | | ACF, Base de Bossangoa |
| - Mbeti José Wilfrid | Adjoint au responsable de programme SA, ancien chef de projet agro du Programme | ACF, Base de Bossangoa |
| - Montcho Evariste | Responsable du Programme SA | ACF, Base de Bossangoa |
| - Mounier Pascal | Chef de Mission | ACF Bangui |
| - Singna Philippe | ONG Echelle | 75505021 |
| - Thibault Caroline | Ancien Chef du Programme à Bossangoa | - |
| - Yongo Michel | Chef de service préfectoral, développement rural et agriculture (anciennement en charge des tests de germination des semences dans le cadre de la convention de partenariat ACF/ICRA) | Té l : 70908958 /72508958 |

Annexe 5 : Calendrier et déroulement de la mission

| Date | Activités prévues | Personnes à rencontrer |
|------------|---|--|
| 08.01.2011 | Briefing avec ACF Paris | Schmidt Chloé, Anne Lise ACF Paris |
| 10.04.2011 | Voyage Paris- Bangui | |
| 11.04.2011 | Briefing, travail avec le personnel de la Mission ACF siège Bangui : cadrage, plan de travail et logistique, revue documentaire.... | (RH), Equipe coordination SA et Thibault Caroline (ex chef de programme à Bossangoa) |
| 12.04.2011 | Revue documentaire, suite consultation mission Bangui et partenaires | - Service Administration et logistique - Entretien avec le Directeur de l'unité Suivi-Evaluation, ACDA, Mr Kongbo Abel, |
| 13.04.2011 | Voyage Bangui, Bossangoa et installation | Equipe Base de Bossangoa |
| 14.04.2011 | Travail avec l'équipe du projet, Bossangoa : organisation du travail de terrain Consultations avec les CTV/ ACDA | - Chef de base Bossangoa, équipe SA - Consultation avec les 3 CTV/ ACDA |
| 15.04.2011 | A.M ¹⁸ : Visite des groupements KINEHERESE et Centre Rizicole de Bossangoa. AP.M ¹⁹ : Revue documentation | CTV, membres de groupements, |

¹⁸ A.M : Avant Midi

| | | |
|---------------------------------|---|---|
| 16.04.2011 | Visite des groupements MOKERE et NGAIBONA, S/P de Nana-Bakassa | CTV, membres des groupements, chef des villages |
| 18.04.2011 | Visite des groupements Ndoui Ere Zock du village ZIAN et Bé OKO de PEMBE, S/P de Nana-Bakassa et visite de six ménages vulnérables. | - CTV, membres des groupements, chefs de ménages, chef des villages. |
| 19.04.2011 | Visite de 8 ménages vulnérables dans le groupement de villages Boali (Boali, Dabili, Anafio, Bozanga) Visite de 10 ménages vulnérables dans le groupement de villages Bozélé(Bozélé 1, 2, Bogbada, Bossere, Kete Gbanou | - CTV, chefs de ménages bénéficiaires de l'appui, chef des villages ainsi que les personnes non appuyées. |
| 20.04.2011 | A.M : Groupement « Zingo na Kwa », village Bozali, « amis des légumes ». AP.M : entretien avec l'ex- chef de projet suivi-évaluation du programme | - CTV, membres des groupements, chefs des villages. Mbandigai Jonas |
| 21.04.2011 | - Entretien avec l'ex chef de projet agro du programme. - Entretien avec Responsable du Programme SA (LRRD) à Bossangoa | Ndeti José Wilfried Gérard Montcho Evariste |
| 23.04.2011 | Lundi de Pâques | Revue de documents du projet et préparation restitution Base de Bossangoa |
| 24.04.2011 | A.M : Visite des groupements maraîchers dans Bossangoa ACABDAP, SIRIRI, E Sala Béoko AP.M : Restitution Base de Bossangoa | Membres des groupements, animateur FS Equipe FS, ACDA, DRDA |
| 25.04.2011 | Voyage Bossangoa –Bangui | |
| 26.04.2011 | Entretien avec le Chef de Mission Bangui & Analyse des données | |
| 27.04.2011 | Entretien avec ACDA Entretien avec Echelle | |
| 28, 30, 31/04 et 02, 03/05/2011 | Analyse des données, synthèse et rédaction rapport préliminaires Débriefing Bangui | |
| 04/05/2011 | Voyage retour Bangui-Paris | |
| 06/05/2011 | Restitution et présentation : ACF Paris | |

¹⁹ AP.M : Après Midi

Annexe 6 : Liste des personnes présentes à la restitution Bossangoa du 26/avril 2011

| Nom & Prénom | Fonction | Organisme |
|-----------------------------------|-------------------------------|---|
| 1. Vernusse Mathieu | Observateur | ACF Paris |
| 2. Nepven Laure | Responsable de base Bossangoa | ACF Bossangoa |
| 3. Axelle Ngousma | Adjoint Chef de mission | ACF Bangui |
| 4. Montcho Evariste | Responsable LRRD | ACF Bossangoa |
| 5. Namna – Nganawara Jean Hilaire | Chef de secteur Paoua | ACDA Paoua |
| 6. Ngmmon Jean Pierre | CTV de nana –Bakassa | ACDA Bossangoa |
| 7. Guengaï Maurice | CTV secteur Bossangoa | ACDA Bossangoa centre |
| 8. Matchinendji Léon | CTV ACDA | Bossangoa Centre |
| 9. Ndeti José Wilfried Gérard | Adjoint PM FS/ LRRD | ACF Bossangoa |
| 10. Grevonga- Tallo – Julie | Animatrice F.S | ACF Bossangoa |
| 11. Yongo Michel | Chef de service préfectoral | Direction du développement rural et agriculture. |
| 12. Nguémon Denis | Directeur | Direction régionale du développement et agriculture N°3 |
| 13. Mbandigai Jonas | Responsable Evaluation FS | ACF Bossangoa |
| 13. Sao Nzapayeke Omer | Interprète | - |
| 14. Kiatomba Pulchérie Damaris | Animatrice FS | ACF Bossangoa |
| 15. Sackoe Singanambi Giscard | FS | ACF Bossangoa |

Annexe 7 : Synthèse des intrants distribués

| Résultat en lien | Activités en lien | Types de bénéficiaires | Intrants | Unité | Qté disponible | Qté totale distribuée | Solde |
|------------------|---------------------|------------------------|-----------------|---------|----------------|-----------------------|-----------|
| R1 | Vivriers group. | Ménages membres | Arachides coque | Kg | 1 124 | 1 000 | 124 (2) |
| R1 | Vivriers group. | Ménages membres | Maïs | Kg | 840 | 840 | 0 |
| R1 | Vivriers group. | Ménages membres | Houe | Pièce | 300 | 200 | 100 (3) |
| R1 | Vivriers group. | Ménages membres | Machettes | Pièce | 300 | 200 | 100 (3) |
| R1 | Vivriers group. | Groupement | Pioche | Plèce | 90 | 48 | 0 |
| R1 | Vivriers group. | Groupement | Manioc | Bouture | 50 000 | 47 320 | 2 680 (1) |
| R1 | Vivrier ménage ind. | Ménages individuels | Houe | Pièce | 2 000 | 1 946 | 54 (3) |

| | | | | | | | |
|----|-----------------------|---------------------|--------------|-------|-------|-------|--------|
| R1 | Vivrier ménage ind. | Ménages individuels | Machette | Pièce | 2 000 | 1 946 | 54 (3) |
| R1 | Maraichage group. | Ménages membres | Arrosoir | Pièce | 300 | 279 | 21 (3) |
| R1 | Maraichage group. | Groupement | Râteaux | Pièce | 150 | 147 | 3 (3) |
| R1 | Maraichage group. | Groupement | Pioche | Pièce | 42 | 30 | 12 (3) |
| R2 | Infrastructure group. | Groupement | Barre à mine | Pièce | 40 | 32 | 8 (3) |
| R2 | Infrastructure group. | Groupement | Masse | Pièce | 16 | 15 | 1 (3) |
| R2 | Infrastructure group. | Groupement | Bidon 20L | Pièce | 80 | 64 | 16 (3) |

- (1) Perte: boutures séchées pendant le transport et le stockage
(2) Présence de sable + coques vides
(3) Reste en bon état

Source Rapport final narratif, Projet fonds dédiés ACF, Base de Bossangoa, février 2010

Annexe 8 : Synthèse du diagnostic des groupements pour les cultures vivrières

| NOM GPT | LIEU IMPLANTATION | DOMAINE ACTIVITE | DATE CREATION | STATUT | NBRE MBRES | | CAISSE | PARTE - NARIAT AVANT | SITUATION SEMENCES | INFRASTR U-CTURES | DIAGNOSTIC GLOBAL |
|--|-------------------|--------------------|---------------|--------|------------|----|----------------|--|---|---|---|
| | | | | | H | F | | | | | |
| Kinnéheïresse: "Chercher avec main" | Bossangoa centre | Agriculture | 1994 | Oui | 07 | 19 | Néant | Aucun | Petit stock pour la saison en cours | Non utilisés | Gpt de type familial avec une grande participation des femmes, mais manque de vision. |
| "Centre Rizicole de Bossangoa » (CRB) | Bossangoa Centre | Agri./ Riziculture | 1997 | Oui | 62 | 09 | Non communiqué | CRS | Semences disponibles | Une bâche pour le bloc A | Gpt d'instituteurs retraités, les membres n'ayant pas reçu de semences sont déçus et démotivés. |
| MOKERE, « Ce n'est pour personne mais pour nous tous » | Nana-Bakassa | Agriculture | 1998 | Oui | 09 | 28 | 6.000 CFA | Caritas, FAO | Reconstitution du stock de semences avec l'appui ACF | Magasin utilisé, aire de séchage non, clôture non réalisé | Leader affermi et main mise de la présidente sur le groupement qu'elle considère le comme étant le résultat de son idée. |
| NGAIBONA "Pas d'aide" | Nana-Bakassa | Agriculture | 2006 | Oui | 23 | 22 | 0 | FAO | Faible réserve par mauvaise organisation de la campagne | Magasin et aire de séchage pas utilisés ni clôturés | Gpt déçu après échec de collaboration avec FAO sur l'élevage caprin. Il considère que la réalisation d'infrastructures fut imposée par ACF. |
| NDOUÏ ERE ZOCK, "On poursuit pour voir la fin » | Nana-Bakassa | Agriculture | 2004 | Oui | 24 | 09 | 850 FCFA | UNICEF, échec de construction de l'aire de séchage | Réserve de semences de d'arachide et maïs | pas de clôture, début entreposage | Groupement très contrôlé par le président qui est aussi chef du village. |

| | | | | | | | | | | | |
|---|--------------|-------------------------------------|------|-----|----|----|----------------------|------------|---|--|--|
| BEOKO, ' « l'Union fait la force » | Nana-Bakassa | Pisciculture et après l'agriculture | 1999 | OUI | 40 | 22 | 0 | CIFAD | Arachide, maïs, riz | Absence de clôture mais début entreposage | Gpt de type familial, mieux structuré avant 2003 (perte de 232.000 FCFA déposé au crédit mutuel) |
| Zingo na Kwa, " on ne peut pas dormir sur le travail" | Bozali | Agriculture | 2005 | Non | 14 | 17 | 0 | Aucun | Arachide, maïs, sésame, | Pas de clôture, magasin vide | Gpt sans réel engagement, ni vision à moyen terme |
| Mokere | Ouham Bac | Agriculture, élevage de porcs | 2004 | Non | 25 | 12 | 150.000F CFA (porcs) | CFAR, ICRA | Semences disponibles mais non partagées avec les autres membres non bénéficiaires | Non clôturé, magasin fermé, aire de séchage servant d'aire de repos pour les chèvres | Groupement avec des problèmes de gouvernance interne, influence du chef de village qui est conseiller dan le groupement. |
| ENNEE | Bofango | Agriculture | 2002 | Non | 19 | 06 | Adhésion : 2500F | Aucun | Chaque membre a une petite réserve de semences | Infrastructures non clôturées | Groupement de type familial réuni par le chef du village |

Source : Diagnostic des groupements durant l'évaluation.

Annexe 7 : Cadre logique révisé

| | LOGIQUE D'INTERVENTION | INDICATEURS OBJECTIVEMENT VÉRIFIABLES |
|----------------------------|---|--|
| <i>Objectif général</i> | Prévenir la malnutrition en contribuant à la lutte contre la pauvreté alimentaire et monétaire dans le pôle de développement de Bossangoa | Augmentation et diversification des sources alimentaires au niveau des ménages et sur les marchés |
| <i>Objectif spécifique</i> | Accroître et diversifier les sources de revenus alimentaires et monétaires par le renforcement des capacités locales | <ul style="list-style-type: none"> - La récolte de 2010-2011 est supérieure à la récolte de 2009-2010 Non évalué en raison de l'absence de données fiables concernant les récoltes de 2009 - La disponibilité alimentaire a crû dans les zones d'intervention En raison d'un contexte agro-climatique néfaste au bon développement des cultures, le programme n'a pas atteint cet objectif mais a contribué à sécuriser l'investissement des bénéficiaires sur leurs unités de productions. - Les capacités des acteurs locaux de développement sont accrues, tant en termes de compétences techniques que de gestion. L'impact sur les capacités des acteurs locaux n'a pas pu être évalué mais le programme a contribué à réadapter les approches auprès des partenaires pour les programmes suivants en vue du constat du faible niveau de structuration. |
| <i>Résultats attendus</i> | Résultat 1 : La production agricole est relancée par des distributions d'intrants pour les cultures vivrières et maraîchères | <ul style="list-style-type: none"> - Au moins 95% des bénéficiaires ciblés reçoivent un kit intrants agricoles (semences et outils) 100% des bénéficiaires ciblés ont reçus le kit d'intrants prévu - Au moins 95% des bénéficiaires ont planté les semences distribuées Au moins 91% des bénéficiaires ciblés ont semé une des spéculations distribuées. - Au moins 80% des ménages bénéficiaires ont augmenté leurs |

| | | |
|--------------------------------------|---|---|
| | <p>Résultat 2 : La filière agricole est redynamisée</p> <p>Résultat 3 : Les capacités locales, tant au niveau des groupements de production que des départements techniques et des partenaires, sont renforcées</p> <p>Résultat 4 : Les activités-sont suivies sur la zone par le développement d'un système de surveillance</p> | <p>stocks alimentaires familiaux</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au moins 80% des groupements agricoles soutenus bénéficient de nouveaux moyens et infrastructures 80% des groupements bénéficient de nouvelles infrastructures collectives. - Au moins 80% des groupements agricoles bénéficiaires ont augmenté leurs stocks de semences - Au moins 80% des participants (ménages et groupements) aux sessions de formation ont amélioré leurs pratiques agricoles - 2 motos sont prêtées au partenaire de mise en œuvre (ACDA) pour ses déplacements sur les zones d'intervention <p>Les partenaires se sont approprié les outils mis en place</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le suivi des activités est formalisé, via la rédaction et la publication / diffusion de rapports |
| <p><i>Activités à développer</i></p> | <p><u>Activités liées au résultat 1 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Sélection et enregistrement des bénéficiaires (groupements agricoles et producteurs individuels) - Sélection des parcelles communautaires pour la production maraîchère - Dotation en intrants agricoles pour les cultures vivrières et maraîchères <p><u>Activités liées au résultat 2 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur-creusage ponctuel de points d'eau maraîchers - Construction de greniers communautaires | <p>Moyens :</p> <p><u>Ressources Humaines :</u></p> <p>a) RH internationales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 Coordinateur de Programme - 1 Responsable de Programme <p>b) RH nationales</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 superviseur Agronome - 1 superviseur M&E - 1 superviseur Renforcement des Capacités - 4 mobilisateurs communautaires - 4 moniteurs M&E - 1 chauffeur programme <p><u>Ressources matérielles:</u></p> |

| | | |
|--|--|--|
| | <p>- Construction d'aires de séchage</p> <p><u>Activités liées au résultat 3 :</u></p> <p>a) Au niveau des groupements</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formations techniques en partenariat avec le département technique partenaire (ACDA) - Formations à la gestion en sous-traitance <p>b) Au niveau du partenaire</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dotations en moyens de transport pour assurer un suivi régulier des activités - Formations techniques aux outils de collecte, de saisie et d'analyse des données - Réunion bilan d'évaluation du partenariat ACF-ACDA <p><u>Activités liées au résultat 4 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de la méthodologie / des outils - Collecte des informations initiales (Baseline) - Suivi de Post-Distribution - Suivi de Développement des Récoltes - Suivi de Post-Récolte - Suivi de gestion des groupements - Outils de suivi des marchés - Collecte / saisie / analyse des données - Rédaction & diffusion des rapports | <p>a) Véhicules</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 Toyota Land Cruiser - 6 motos (3 pour staff ACF +2 prêt ACDA + 1prêt E&F) <p>b) Communication</p> <ul style="list-style-type: none"> - HF mobile - Thurayas + 1 docking station - Téléphones cellulaires <p>c) Matériel informatique</p> <ul style="list-style-type: none"> - ordinateurs portables - 1 vidéoprojecteur - 1 imprimante <p>d) Intrants agricoles</p> <ul style="list-style-type: none"> - semences + boutures - outils <p>e) Matériaux de construction</p> <ul style="list-style-type: none"> - outils - ciment - briques - bois de construction - tôle - grillage |
|--|--|--|